

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 02

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Compétence Politique  
de la Ville - Attribution de subventions  
aux associations pour l'année 2016

 Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.053

Date de la convocation :

**Le 19/04/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du

**03 MAI 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du

**12 MAI 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 25 avril 2016**

L'an deux mil seize et le 25 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit, de prévention de la délinquance et d'insertion sociale et professionnelle.

Par ailleurs, la loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 21 février 2014 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville. Ce transfert de compétences a entraîné le transfert de l'ensemble des subventions dont bénéficient les associations intervenant sur les thématiques « Médiation sociale et familiale – Parentalité – Citoyenneté », « Education et accompagnement scolaire » et « Santé » exclusivement sur le territoire prioritaire de la commune de Vallauris.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte, depuis plusieurs années, une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur son territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2015 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2016, il est proposé de procéder à l'attribution des subventions aux associations selon la répartition suivante :

	<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Montant de la subvention 2016</b>
<b>ACCES AU DROIT</b>	<b>1. HARJES</b> Aide aux victimes <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	45 000 €
	<b>2. MEDIATION 06</b> Médiation familiale <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	9 000 €
	<b>3. MEDIATION MOSAIQUE</b> Médiation familiale <i>Moyen et Haut Pays</i>	1 000 €
	<b>4. CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DES AM</b> (C.D.A.D.06) Permanences avocats et notaires <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	15 000 €
	<b>5. CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES</b> (C.I.D.F.F.) <i>Antibes/Valbonne</i>	12 500 €
<b>PREVENTION DE LA DELINQUANCE</b>	<b>1. MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Opération Courts Chantiers <i>Antibes/Vallauris/Moyen et Haut Pays</i>	15 000 €
	<b>2. ALTER EGAUX</b> Lutte contre le radicalisme <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	10 000 €
	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Exclusion - Inclusion <i>Vallauris</i>	2 500 €
<b>INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE</b>	<b>1. MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b>	
	• Plan d'action opérationnel <i>Antibes/Biot/Châteauneuf/Valbonne/Vallauris/Villeneuve-Loubet</i>	630 000 €
	• Raid pour l'emploi <i>Antibes/Biot/Châteauneuf/Valbonne/Vallauris/Villeneuve-Loubet</i>	7 500 €
	• Permis vers l'emploi <i>Vallauris</i>	7 500 €
	<b>2. MOBILIS 06</b> Mobilité vers l'emploi (Association REFLETS) <i>Valbonne Vallauris</i>	32 500 €
	<b>3. CHANTIER MOBILE D'INSERTION PAR L'ECOLOGIE URBAINE</b> (C.M.I.E.U.) Chantier insertion : Agents d'entretien des espaces verts <i>Valbonne</i>	62 000 €
	<b>4. EMPLOIS ET SERVICES 06</b>	
	• Atelier de valorisation des parcours d'insertion <i>Antibes/Vallauris</i>	10 000 €
	• Chantier d'insertion : agents d'entretien polyvalents <i>Villeneuve-Loubet</i>	50 000 €
	<b>5. ACCOMPAGNEMENT LIEUX D'ACCEUIL CARREFOUR</b> (A.L.C.) éducatif et social Dispositif A.A.V.A. public en grande précarité <i>Antibes</i>	10 000 €
	<b>6. LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE</b> Chantier d'insertion : ouvriers agricoles <i>Valbonne</i>	12 000 €
	<b>7. ALTER EGAUX</b> Levée des freins psychologiques et culturels <i>Vallauris</i>	7 000 €



<b>MEDIATION SOCIALE – PARENTALITE – CITOYENNETE</b>	<b>1. AFC ADRAFOM</b> Actions spécifiques liens sociaux et solidarité	4 500 €
	<b>2. RELAIS DE FEMMES</b> Médiation sociale – Prévention – Citoyenneté	5 000 €
	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Conseil citoyen	3 000 €
	<b>4. INTERGENERATIONS SANTE</b> Médiation socioculturelle et familiale	1 000 €
<b>EDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>1. AFC ADRAFOM</b> Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	6 000 €
	<b>2. INTERGENERATIONS SANTE</b> Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	6 000 €
<b>SANTE</b>	<b>1. ALFAMIF</b> Pôle Santé Solidarité	13 000 €
	<b>2. ALFAMIF</b> Actions spécifiques jeunes	3 500 €
	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Point écoute préventif	3 500 €

Un tableau récapitulant les actions et objectifs poursuivis par chacune des associations est joint en annexe.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une convention détaillée fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est jointe à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2016 à attribuer et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2015.

Considérant que les actions d'accès au droit, de prévention de la délinquance et d'insertion sociale et professionnelle s'inscrivent dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant que les actions de « Médiation sociale et familiale – Parentalité – Citoyenneté », « Education et accompagnement scolaire » et « Santé » menées dans le cadre du Contrat de Ville intercommunal entrent dans le cadre des compétences nouvellement confiées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2016 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux associations figurant selon la répartition suivante,

	<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Montant de la subvention 2016</b>
<b>ACCES AU DROIT</b>	<b>6. HARJES</b> Aide aux victimes <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	45 000 €
	<b>7. MEDIATION 06</b> Médiation familiale <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	9 000 €

	<b>8. MEDIATION MOSAIQUE</b> Médiation familiale <i>Moyen et Haut Pays</i>	1 000 €
	<b>9. CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DES AM</b> (C.D.A.D.06) Permanences avocats et notaires <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	15 000 €
	<b>10. CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES</b> (C.I.D.F.F.) <i>Antibes/Valbonne</i>	12 500 €
<b>PREVENTION DE LA DELINQUANCE</b>	<b>4. MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Opération Courts Chantiers <i>Antibes/Vallauris/Moyen et Haut Pays</i>	15 000 €
	<b>5. ALTER EGAUX</b> Lutte contre le radicalisme <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	10 000 €
	<b>6. AFC ADRAFOM</b> Exclusion - Inclusion <i>Vallauris</i>	2 500 €
<b>INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE</b>	<b>8. MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b>	
	• Plan d'action opérationnel <i>Antibes/Biot/Châteauneuf/Valbonne/Vallauris/Villeneuve-Loubet</i>	630 000 €
	• Raid pour l'emploi <i>Antibes/Biot/Châteauneuf/Valbonne/Vallauris/Villeneuve-Loubet</i>	7 500 €
	• Permis vers l'emploi <i>Vallauris</i>	7 500 €
	<b>9. MOBILIS 06</b> Mobilité vers l'emploi (Association REFLETS) <i>Valbonne Vallauris</i>	32 500 €
	<b>10. CHANTIER MOBILE D'INSERTION PAR L'ECOLOGIE URBAINE</b> (C.M.I.E.U.) Chantier insertion : Agents d'entretien des espaces verts <i>Valbonne</i>	62 000 €
	<b>11. EMPLOIS ET SERVICES 06</b>	
	• Atelier de valorisation des parcours d'insertion <i>Antibes/Vallauris</i>	10 000 €
	• Chantier d'insertion : agents d'entretien polyvalents <i>Villeneuve-Loubet</i>	50 000 €
	<b>12. ACCOMPAGNEMENT LIEUX D'ACCEUIL CARREFOUR</b> (A.L.C.) éducatif et social Dispositif A.A.V.A. public en grande précarité <i>Antibes</i>	10 000 €
	<b>13. LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE</b> Chantier d'insertion : ouvriers agricoles <i>Valbonne</i>	12 000 €
	<b>14. ALTER EGAUX</b> Levée des freins psychologiques et culturels <i>Vallauris</i>	7 000 €
<b>MEDIATION SOCIALE – PARENTALITE - CITOYENNETE</b>	<b>5. AFC ADRAFOM</b> Actions spécifiques liens sociaux et solidarité	4 500 €
	<b>6. RELAIS DE FEMMES</b> Médiation sociale – Prévention - Citoyenneté	5 000 €
	<b>7. AFC ADRAFOM</b> Conseil citoyen	3 000 €
	<b>8. INTERGENERATIONS SANTE</b> Médiation socioculturelle et familiale	1 000 €
<b>EDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	6 000 €
	<b>4. INTERGENERATIONS SANTE</b> Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	6 000 €
<b>SANTE</b>	<b>4. ALFAMIF</b> Pôle Santé Solidarité	13 000 €
	<b>5. ALFAMIF</b> Actions spécifiques jeunes	3 500 €
	<b>6. AFC ADRAFOM</b> Point écoute préventif	3 500 €



- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations sus-citées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 de la direction de la cohésion sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention aux associations figurant selon la répartition suivante,

	<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>Montant de la subvention 2016</b>
<b>ACCES AU DROIT</b>	<b>1. HARJES</b> Aide aux victimes <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	45 000 €
	<b>2. MEDIATION 06</b> Médiation familiale <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	9 000 €
	<b>3. MEDIATION MOSAIQUE</b> Médiation familiale <i>Moyen et Haut Pays</i>	1 000 €
	<b>4. CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT DES AM</b> (C.D.A.D.06) Permanences avocats et notaires <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	15 000 €
	<b>5. CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES</b> (C.I.D.F.F.) <i>Antibes/Valbonne</i>	12 500 €
<b>PREVENTION DE LA DELINQUANCE</b>	<b>1. MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Opération Courts Chantiers <i>Antibes/Vallauris/Moyen et Haut Pays</i>	15 000 €
	<b>2. ALTER EGAUX</b> Lutte contre le radicalisme <i>Antibes/Valbonne/Vallauris</i>	10 000 €
	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Exclusion - Inclusion <i>Vallauris</i>	2 500 €
<b>INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE</b>	<b>1. MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b>	
	• Plan d'action opérationnel <i>Antibes/Biot/Châteauneuf/Valbonne/Vallauris/Villeneuve-Loubet</i>	630 000 €
	• Raid pour l'emploi <i>Antibes/Biot/Châteauneuf/Valbonne/Vallauris/Villeneuve-Loubet</i>	7 500 €
	• Permis vers l'emploi <i>Vallauris</i>	7 500 €
	<b>2. MOBILIS 06</b> Mobilité vers l'emploi (Association REFLETS) <i>Valbonne Vallauris</i>	32 500 €
	<b>3. CHANTIER MOBILE D'INSERTION PAR L'ECOLOGIE URBAINE</b> (C.M.I.E.U.) Chantier insertion : Agents d'entretien des espaces verts <i>Valbonne</i>	62 000 €
	<b>4. EMPLOIS ET SERVICES 06</b>	
	• Atelier de valorisation des parcours d'insertion <i>Antibes/Vallauris</i>	10 000 €
	• Chantier d'insertion : agents d'entretien polyvalents <i>Villeneuve-Loubet</i>	50 000 €

	<b>5. ACCOMPAGNEMENT LIEUX D'ACCEUIL CARREFOUR</b> (A.L.C.) éducatif et social Dispositif A.A.V.A. public en grande précarité <i>Antibes</i>	10 000 €
	<b>6. LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE</b> Chantier d'insertion : ouvriers agricoles <i>Valbonne</i>	12 000 €
	<b>7. ALTER EGAUX</b> Levée des freins psychologiques et culturels <i>Vallauris</i>	7 000 €
<b>MEDIATION SOCIALE – PARENTALITE - CITOYENNETE</b>	<b>1. AFC ADRAFOM</b> Actions spécifiques liens sociaux et solidarité	4 500 €
	<b>2. RELAIS DE FEMMES</b> Médiation sociale – Prévention - Citoyenneté	5 000 €
	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Conseil citoyen	3 000 €
	<b>4. INTERGENERATIONS SANTE</b> Médiation socioculturelle et familiale	1 000 €
<b>EDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>1. AFC ADRAFOM</b> Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	6 000 €
	<b>2. INTERGENERATIONS SANTE</b> Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	6 000 €
<b>SANTE</b>	<b>1. ALFAMIF</b> Pôle Santé Solidarité	13 000 €
	<b>2. ALFAMIF</b> Actions spécifiques jeunes	3 500 €
	<b>3. AFC ADRAFOM</b> Point écoute préventif	3 500 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations sus-citées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 de la direction de la cohésion sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 25 avril 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
**Jean LEONETTI**



PROPOSITION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 2016

ACCES AU DROIT										
Association	Descriptif de l'action et Objectifs	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention obtenue 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
<b>HARJES</b> Aide aux victimes <i>Antibes Valbonne Vallauris</i>	Informers, orienter, accompagner (psychologiquement et juridiquement) les victimes d'une infraction pénale ou ayant subi un préjudice. Sur réquisition du procureur de la République, recherche d'un accord amiable entre auteur et victime d'une infraction pénale. 28 1/2 journées par mois pour le juriste et 16 1/2journées par mois pour l'aide à la rédaction au sein des 3 antennes de justice.	734 personnes reçues. 333 sur Antibes. 246 sur Vallauris. 155 sur Valbonne. 1121 entretiens. En 2015, le délai de prise en charge a été sensiblement amélioré. La part des demandes satisfaites dans un délai inférieur à 3 mois sont passées de 40 à 50%.	Améliorer la qualité des actions menées en 2015 en mettant l'accent sur la personnalisation du suivi et son évaluation.	<b>135 996 €</b>	<b>45 000 €</b>	<b>45 000 €</b>	<b>45 000 €</b>	<b>1 965 856 €</b>	<b>Etat, Région, Département</b>	Favorable
<b>MEDIATION 06</b> Médiation familiale <i>Antibes Valbonne Vallauris</i>	Intervention d'un tiers dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce pour un règlement à l'amiable. Favoriser la résolution des conflits familiaux en permettant l'instauration ou la reprise du dialogue entre les deux parents, ou entre les parents et les enfants ou les adolescents. 12 1/2 journées d'intervention par mois au sein des 3 antennes de justice.	266 personnes reçues. 181 sur Antibes. 36 sur Valbonne. 49 sur Vallauris.Taux de réussite : accords écrits en augmentation pour les médiations pénales (82%).	1/2 journée de sensibilisation au soutien à la parentalité pour les professionnels de la petite enfance à Antibes avec Trait d'Union.	<b>32 268 €</b>	<b>9 000 €</b>	<b>9 000 €</b>	<b>9 000 €</b>	<b>141 857 €</b>	<b>Etat, Région, Département et CAF</b>	Favorable
<b>MEDIATION MOSAIQUE</b> Médiation familiale <i>Moyen et Haut pays</i>	Intervention d'un tiers dans le cadre d'une séparation ou d'un divorce pour un règlement à l'amiable. Restaurer la communication, créer ou recréer des liens lorsque les membres de la famille sont en rupture, en conflit. Les permanences se déroulent à Grasse du lundi au vendredi.	41 personnes reçues. 71 séances : 41 pour une information et 30 pour une séance de médiation familiale. Le financement de cette action concerne le public de Bar/loup, Le Rouret, Opio, Roquefort Les Pins et Châteauneuf.	Informations collectives auprès des partenaires (CCAS, MSD, PLIE) sur les dispositifs de médiation.	<b>16 386 €</b>	<b>1 000 €</b>	<b>3 000 €</b>	<b>1 000 €</b>	<b>119 661 €</b>	<b>Etat, Région, Département et CAF</b>	Favorable
<b>CDAD</b> Accès au Droit <i>Antibes Valbonne Vallauris</i>	Permanences juridiques gratuites par des avocats généralistes et spécialistes en droit du travail. Permanences spécialisées par le délégué défenseur des droits à destination des personnes s'estimant victimes de discrimination et/ou lésées par le fonctionnement d'une administration publique. Délivrance de bons de consultation pour un avocat pour les personnes dont la situation de précarité et l'urgence nécessitent une prise en charge juridique immédiate. 18 1/2 journées par mois pour les 3 antennes de justice.	1090 personnes reçues par un avocat généraliste : 572 sur Antibes, 182 sur Valbonne et 336 sur Vallauris. En droit du travail : 90 personnes sur Antibes, 70 sur Valbonne, 88 sur Vallauris. Délégué défenseur des droits : 155 personnes sur Antibes, 4 sur Vallauris et 7 sur Valbonne. En 2015, on évalue à environ 75 personnes, ceux n'ayant pu bénéficier de consultation avec un avocat du fait de la grève nationale observée par ces derniers (annulation de 16 permanences).	Organisation de journées de formation et d'information des professionnels sur le droit des étrangers en situation régulière : aide à la rédaction, demande des titres de séjour.	<b>53 259 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>551 659 €</b>	<b>Groupement d'intérêt Public</b>	Favorable
<b>CIDFF</b> Information Droit des Femmes et des familles <i>Antibes Valbonne</i>	Délivrer des informations juridiques sur le droit à destination des femmes et des familles au sein de l'antenne de justice.Suivi juridique des victimes de violences conjugales au sein du service parenthèse. 3 jours de permanence par semaine jusqu'en juin 2016 à Antibes. 1 jour de permamence par semaine à Valbonne toute l'année.	Accompagnement sur Antibes à Parenthèse : 203 personnes dont 108 d'Antibes, 4 de Biot, 5 de La Colle,5 de Valbonne, 41 de Vallauris, 8 de Villeneuve Loubet, 5 du Haut Pays et 27 hors CASA.Informations délivrées sur Valbonne à l'antenne de justice : 129 personnes.	Intensifier la communication auprès du public vallaurien pour une orientation et un suivi sur Parenthèse. Suppression des interventions au sein du service Parenthèse du fait de la nouvelle organisation.	<b>26 150 €</b>	<b>20 000 €</b>	<b>14 500 €</b>	<b>12 500 €</b>	<b>394 600 €</b>	<b>Etat, Région, Département</b>	Favorable

PREVENTION DE LA DELINQUANCE										
Association	Descriptif de l'action et Objectifs	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention obtenue 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
MISSION LOCALE ANTIPOLIS Opération courts chantiers <i>Antibes Vallauris Moyen Haut Pays</i>	Parcours de remobilisation sociale et professionnelle avec un encadrement pédagogique et éducatif pour un public (16/25 ans) en rupture scolaire, sociale et/ou familiale très éloigné de l'emploi. Le public visé a été préalablement identifié en cellule de veille.	Accueil et accompagnement : 21 jeunes sur Antibes, 12 sur Vallauris et 7 sur Villeneuve Loubet. A l'issue de ces chantiers : 7 en emploi, 11 en formation qualifiante, 4 ETAPS, 14 en accompagnement renforcé.	Mettre en place 5 chantiers (2 Antibes, 1 Vallauris,1 Hauts de Vallauris, 1 Moyen Pays). Une orientation citoyenne sera donnée aux chantiers mis en œuvre en 2016 (ateliers tournés vers l'acquisition des valeurs républicaines).	23 000 €	7 500 €	15 000 €	15 000 €	1 785 151 €	Etat, Région	Favorable
ALTER EGAUX	Lutter contre les risques de radicalisation : - en prenant conscience de l'impact des stéréotypes femmes - hommes sur les projections personnelles/professionnelles et en decryptant les dispositifs médiatiques mobilisés par les propagandistes, les critiquer et les mettre à distance. 45 interventions auprès de publics captifs : 3 ème du collège Pablo Picasso, participants aux OCC des 3 territoires (30 à 40 jeunes)et aux 2 chantiers écoles (20 personnes), salariés des 3 chantiers d’insertion (20 personnes).		Nouveau	23 000 €	Nouveau	10 000 €	10 000 €	234 772 €	Etat, Région	Favorable
AFC ADRAFOM Exclusion inclusion <i>Vallauris</i>	En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (un jour à une semaine) à comprendre la raison de cette exclusion et réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens. Rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...), Construction d'un parcours personnalisé avec le jeune (remédiation cognitive, soutien scolaire, conduite d'entretien avec les parents.Contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire les parents et le jeune	Cette action a été suspendue en 2015 en raison du non financement sur le FIPD (action très soutenue par la direction du Collège)	60 élèves du collège faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours. Evaluation qualitative : motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements. Evaluation quantitative : Nbre de jeunes, retours à une scolarité régulière, nbre de parents rencontrés	12 237 €	pas de demande	2 500 €	2 500 €	657 221 €	Etat (FIPD)	Favorable
INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE										
Association	Descriptif de l'action et Objectifs	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention obtenue 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
MISSION LOCALE ANTIPOLIS Plan d'action opérationnel <i>Antibes Biot Chateaufort Valbonne Vallauris Villeneuve Loubet</i>	Repérage, accueil, information, diagnostic, orientation, accompagnement des 16-25 ans pour une insertion professionnelle et sociale dans une perspective d'accès à l'emploi. Développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi.	3051 jeunes accompagnés. 1345 jeunes à Antibes, 122 à Biot, 268 à Châteaufort, 280 à Valbonne, 729 à Vallauris, 307 à Villeneuve Loubet. Résultats : 56 % en emploi, 38 % en formation, 6 % en alternance.	Réécriture du projet de structure impliquant une réflexion sur une nouvelle organisation de fonctionnement (objectifs, missions, organigramme, fiches de postes). Amélioration de la communication (site internet, page Facebook)	1 756 472 €	630 000 €	630 000 €	630 000 €	1 756 472 €	Etat, Région, Département	Favorable
MISSION LOCALE ANTIPOLIS Permis vers l'emploi <i>Vallauris</i>	Conducteur de transport routier : Permettre à 6 jeunes d'accéder à un emploi dans le secteur du transport. Faciliter l'intégration professionnelle des jeunes issus des QPV. Cette prise en charge du permis permet de réduire les inégalités du fait du coût important de cette formation Poids lourd (une partie reste néanmoins à la charge du bénéficiaire) . La formation se déroule sur 3 mois (385h) et permet l'obtention du titre professionnel complet (Poids Lourd + Formation Initiale Minimale Obligatoire ) et donc un accès direct à un emploi qualifié. Programme : conduire et manœuvrer en sécurité pour une masse en charge maximale à 3,5 tonnes. Préparer le véhicule pour le chargement, déchargement. Détecter les dysfonctionnements du véhicule et effectuer une intervention mineure.		Nouveau	36 180 €	Nouveau	7 500 €	7 500 €	1 756 472 €	Etat, Pôle emploi, Fonds dédiés à la formation	Favorable



Association	Descriptif de l'action et Objectifs	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention obtenue 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
<b>MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Raid pour l'emploi <i>Antibes Biot Chateauneuf Valbonne Vallauris Villeneuve Loubet</i>	Accompagner un groupe de 25 jeunes en phase d'insertion professionnelle avec de nouveaux outils pour dynamiser et optimiser leur action : soutien sous forme de tutorat de cadres d'entreprises privées ou publiques. L'accompagnement des jeunes est intensif. Il se déroule sur 5 semaines alternant du coaching et de l'immersion en entreprise.	36 jeunes accompagnés : 13 sur Antibes, 6 sur Vallauris, 6 sur Valbonne, 7 sur Villeneuve, 2 sur Châteauneuf et 2 sur Biot. 1 en CDI, 8 en CDD, 6 en alternance, 1 service Civique, 6 en formation.	Recentrer l'action à destination des publics proches de l'emploi pour optimiser les résultats : 1 session Raid au lieu de 2 sessions en 2015.	<b>10 500 €</b>	<b>15 000 €</b>	<b>7 500 €</b>	<b>7 500 €</b>	<b>1 756 472 €</b>	<b>Etat</b>	Favorable
<b>REFLETS "Mobilis 06"</b> Mobilité vers l'emploi <i>Valbonne Vallauris</i>	Action globale pour favoriser la mobilité des publics en insertion sur la CASA, publics en situation précaire : accompagnement sur la formation au passage du code, du permis B et du Brevet de Sécurité Routière. Mise à disposition de 2 roues et de voitures basés à Cagnes sur Mer.	163 personnes reçues dont : 113 évaluations à la mobilité, 21 mises à disposition scooter et voiture, 10 formations BSR, 11 codes validées, 8 permis B. 35 personnes en file active bénéficient de l'auto école sociale. Recrutées à l'issue d'une commission d'intégration composée du PLIE, de la MLA et des unités de prévention jeunesse CASA.	Conduite supervisée : possibilité quand un échec au permis : 1000 km sur 3 mois avec 2 RV préalable avant passage du permis.	<b>143 379 €</b>	<b>32 500 €</b>	<b>35 500 €</b>	<b>32 500 €</b>	<b>2 320 000 €</b>	<b>Région, Département et Pôle emploi</b>	Favorable
<b>C'MIEU</b> Chantier d'insertion Espaces verts Agents d'entretien des espaces verts et forestiers <i>Valbonne</i>	Amorcer un retour à l'emploi par la reprise des habitudes de travail et l'accès aux droits et devoirs des salariés. Accéder à des formations et bénéficier d'un accompagnement social renforcé visant à réduire les freins à l'emploi. 15 postes.	38 personnes: 42 % de sorties dynamiques. 10 % de sorties positives (CDI ou CDD + de 6 mois). Interventions lors des inondations chez les particuliers.	Les nouveaux marchés décrochés par la structure vont permettre de maintenir le niveau de formation des stagiaires malgré la baisse des fonds Uniformation. Mutualisation avec Emplois et services 06 sur la formation et les marchés.	<b>472 870 €</b>	<b>70 000 €</b>	<b>70 000 €</b>	<b>62 000 €</b>	<b>472 870 €</b>	<b>Etat, Région, Département</b>	Favorable
<b>EMPLOIS &amp; SERVICES 06</b> Atelier de valorisation des parcours d'insertion Antibes Vallauris Villeveuve Loubet	Mise en place d'ateliers (individuels ou collectifs) permettant d'élaborer CV, lettre de motivation pour une activité professionnelle durable. Les ateliers se déroulent au sein de l'EVS à Vallauris, à Antibes et à Villeneuve Loubet. Les personnes sont mises en situation de travail pour le compte de donneurs d'ordre via l'association intermédiaire.	48 personnes intégrées : 38 mises en situation de travail pour 11 645 heures et 50 % de sorties sur des emplois durables, de transition ou de formation.	Développement : mise à disposition de personnel sur des postes plus diversifiés: vente en libre service, sécurité, aide ménagère, auxiliaire de vie dans le cadre d'appels d'offres.	<b>257 256 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>675 192 €</b>	<b>Etat, Région, Département</b>	Favorable
<b>EMPLOIS &amp; SERVICES 06</b> Chantier d'insertion Agents d'entretien polyvalents <i>Villeneuve Loubet</i>	Assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé, en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail. La mise en situation de production collective favorise une (re) mobilisation personnelle et professionnelle, une découverte des métiers, un (ré) apprentissage de la vie professionnelle, permettant une meilleure approche du marché de l'emploi par les salariés accueillis. 12 postes.	Orientations : 3 E&S06, 7 Pôle emploi, 9 ALC ReSo via les AAVA,Service Urgence Insertion Justice et MLA, 3 SPIP, 2 QPV. En 2015 : 8 salariés en CDDI ( contrat à durée déterminées d'insertion). Priorité aux certifications et Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel. Les situations administratives orientées peuvent être complexes : accès aux droits, titre de séjours, endettement (amendes, impôts, partie civile ...), problématiques logements et régularisation justice.	Nouvelles prestations auprès de bailleurs sociaux. Partenariat avec la SCTP (Société Carrossoise de Travaux Publics) : création d'espaces verts (agencements, plantations). Tisser maillage partenariale avec les organismes sociaux (CCAS, MSD)	<b>417 938 €</b>	<b>30 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	<b>50 000 €</b>	<b>675 192 €</b>	<b>Etat, Région, Département</b>	Favorable

Association	Descriptif de l'action et Objectifs	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention obtenue 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
<b>ALC</b> Atelier d'Adaptation à la Vie Active <i>Antibes</i>	Evaluer le potentiel d'accès à l'emploi de personnes en grande précarité et leur permettre d'améliorer puis de stabiliser durablement leur situation sociale par le travail. Les ateliers se déroulent dans les locaux d'ALC à Antibes.	44 personnes ont réalisé 7 276 heures de travail. 30% de sorties en emploi ou formation : 1 CDI, 8CDD, 4 AI, 3 entrées en formation et 1 reconnaissance de travailleur handicapé. Pour 14 personnes : solutions d'hébergement ou de logement pendant leur prise en charge. 22 adhésions et mise en place de démarches de soins (suivis psychiatriques et/ou psychologiques)	Même si le Conseil Départemental ne finance plus ce dispositif, la structure maintient cette action prioritaire dans l'accompagnement du public jeune et en grande précarité (plus vulnérable aux risques d'enrôlement dans les trafics ou la radicalisation).	<b>63 219 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>10 000 €</b>	<b>18 622 313 €</b>	<b>Etat</b>	Favorable
<b>JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE</b> Chantier d'insertion Ouvriers agricoles polyvalents <i>Valbonne</i>	Développer à partir d'activités agricoles (oeufs, fruits de l'olivieraie, plants horticoles et maraîchers certifiés en mode AB) tout projet permettant l'emploi, l'insertion des personnes en difficulté sociale et professionnelle cumulant un certain nombre de freins. Ce chantier propose une activité professionnelle valorisante tout en bénéficiant d'un accompagnement adapté.14 postes.	7 personnes à 26h hebdomadaire dont 3 femmes, 3 bénéficiaires RSA et 4 jeunes de 18-25 ans. Nettoyage des serres, éclaircissage et débroussaillage du sous bois, récolte des olives, taille des oliviers, mise en cultures de deux terrasses, récolte de thym et de laurier. Construction de 2 chalets et aménagement du site pour l'accompagnement socio professionnel. 2 parcours pour poules pondeuses sont en cours de réalisation.	Montée en charge progressive de l'encadrement du public et de la charge de travail. Recrutement d'un second encadrant technique.	<b>185 860 €</b>	<b>2 500 €</b>	<b>12 000 €</b>	<b>12 000 €</b>	<b>764 488 €</b>	<b>Etat, Région, Département</b>	Favorable
<b>ALTER EGAUX</b> <i>Vallauris</i>	Définition d'un parcours vers l'emploi, via la levée des freins sociaux, psychologiques et culturels des femmes en QPV. Animation d'ateliers collectifs pour 40 femmes orientées par différents prescripteurs (MLA, Relais de femmes, Intergénération Santé,EVS, ADRAFOM, ALFAMIF, PLIE, Emplois et services 06, CCAS ..)	Objectif : Faire évoluer la perception et de soi. Travailler la mobilité pour rendre le territoire accessible. Exercer une citoyenneté inclusive : mieux comprendre le fonctionnement de la société, les codes comportementaux attendus, les temps forts et les enjeux citoyens. Devenir autonome dans la gestion du quotidien quelle que soit la situation. Elargir les découvertes métiers et les projections personnelles. Construire sa carte de compétences, savoir-faire, savoir-être Elaborer son projet et rejoindre les dispositifs existants.	<b>Nouveau</b>	<b>22 000 €</b>	<b>Nouveau</b>	<b>7 000 €</b>	<b>7 000 €</b>	<b>234 772 €</b>	<b>Etat, région</b>	Favorable



MEDIATION SOCIALE ET FAMILIALE - PARENTALITE - CITOYENNETE										
Association	Descriptif et Objectifs de l'action	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention accordée en 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
<b>AFC ADRAFOM</b> Actions Spécifiques - Liens sociaux et solidarité	L'objet principal de l'EVS est l'animation sociale du quartier des Hauts de Vallauris (accompagnement scolaire, activités diverses, soutien à la parentalité, animation de temps forts) . Dans le cadre du contrat de ville l'EVS est également amené à organiser des actions spécifiques comme : Mobiliser les habitants des Hauts de Vallauris Développer les actions de citoyenneté et de proximité. Lutter contre les actes d'incivilité et la délinquance, prévenir les risques de radicalisation des jeunes. Jouer un rôle complémentaire aux côtés de la MSAP dans le respect des valeurs républicaines et la connaissance des services publics	1007 personnes accueillies à l'accueil (info, orientations, résolution de problèmes, inscriptions...)952 participations aux activités (dont 153 adultes), 47 actions collectives, forte augmentation du bénévolat parmi les usagers. Développement des activités de proximité sur site (tournois sportifs, fête des voisins, carnaval...)	Développer des projets d'habitants avec l'arrivée d'un médiateur pour la construction du conseil citoyen. Redynamiser le quartier avec l'ouverture de la MSAP et travailler à la reconduction de l'agrément du projet social par la CAF. Constituer un groupe de mères de famille autonomes dans la gestion d'activités pour leurs très jeunes enfants	<b>169 244 €</b>	<b>4 500 €</b>	<b>4 500 €</b>	<b>4 500 €</b>	<b>657 221 €</b>	<b>Etat, CAF, Région, Ville de Vallauris Erilia</b>	Favorable
Association	Descriptif et Objectifs de l'action	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention accordée en 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
<b>RELAIS DE FEMMES</b> Médiation sociale Prévention Citoyenneté	Accueillir, écouter et exercer toute activité qui concourt à améliorer le lien et l'intégration sociale et culturelle, la prévention de la radicalisation, la médiation sociale et familiale, la promotion de l'égalité Hommes/Femmes. Faciliter le dialogue entre les générations. Rendre le public servi par les actions plus autonome dans leur démarche. Dynamiser et rendre acteurs les habitants du quartier à travers les différentes rencontres, manifestations, débats. Aider à la résolution des problèmes administratifs par l'information et l'orientation. Développer le partenariat (CIDFF, Parenthèse, antenne de justice, police...) notamment dans le cadre de la prévention, le droit de la famille, les violences conjugales, la radicalisation	473 personnes accueillies pour 180 adhésions. 64 réunions autour d'ateliers thématiques dans l'année 2015 (salon de coiffure solidaire, information citoyenne, Internet accompagné, prévention de la radicalisation,ateliers culturels..). Partenariat actif lors des actions citoyennes ponctuelles (téléthon, octobre rose, fête des voisins, journée portes ouvertes), mais aussi formation droits aux étrangers, valorisation des parcours.	Poursuivre l'accueil, l'orientation et l'information des usagers sur les 2 sites ( hauts de Vallauris et centre ancien) Développer des groupes de parole en directions des mères de familles sur la question des risques de dérive sectaire et de radicalisation des jeunes (asso° Entre'autres et Conseil Départemental. Reconduction des actions de médiation sociale et familiale et des permanences spécifiques avec les partenaires CIDFF, Parenthèses...) Ateliers (informatique, couture, cuisine...)	<b>85 429 €</b>	<b>5 000 €</b>	<b>5 000 €</b>	<b>5 000 €</b>	<b>85 429 €</b>	<b>Etat, CAF, Région, Ville de Vallauris</b>	Favorable

<b>INTERGENERATION</b> <b>S SANTE</b> Médiation socioculturelle et familiale	Animation et médiation socioculturelle et familiale réalisée sur le quartier prioritaire Centre ancien - Centre Ville avec pour objectifs : Favoriser le lien social / Accueillir, écouter, informzr, orienter et accompagner les familles vers les structures associatibes et institutionnelles / Favoriser la participation des habitants et lles mobiliser au travers d'actions citoyennes, éducatives et préventives	105 personnes "touchées" : présence de la coordinatrice sur 3 équipes éducatives en lien avec des difficultés familiales, scolaires et/ou linguistiques, Information sur les conseils citoyens, Participation à 6 réunions en lien avec les conseils citoyens dont une organisée par l'association dans ses locaux, Présentation du dispositif d'aide au départ en vacances de la CAF pour les adhérents,	Mise en place d'ateliers autour de la vie quotidienne (nutrition, santé, convivialité, informatique,,,) dans un objectif d'échanges et de renforcement du lien social, Poursuivre l'animation sociale et festive du quartier Centre ancien - Centre Ville (organisation de fêtes de quartier, sorties familles,,,), Développement des actions Vacances et de la participation à la vie du quartier	<b>35 816 €</b>		<b>12 000 €</b>	<b>1 000 €</b>	<b>112 924 €</b>	<b>Etat, CAF</b>	Favorable
---	--	---	--	-----------------	--	-----------------	----------------	------------------	------------------	-----------



EDUCATION ET ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE										
Associations	Descriptif et Objectifs de l'action	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention accordée en 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
AFC ADRAFOM Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	Lutter contre l'échec scolaire des élèves en difficulté et n'ayant pas dans leur environnement familial et social les conditions de soutien et d'accompagnement. Instaurer un lien de confiance entre les parents et l'école. Impliquer les parents dans la scolarité de leur enfant. Prise en charge des élèves du CP au collège dans le cadre et dans le respect du cahier des charges de la CAF. Bénéficiaires habitants du quartier "Hauts de Vallauris. 5 groupes de 10 élèves réunis 2X/semaine pour 1h30 dans les locaux de la structure ou directement à l'école. Une partie de ces élèves bénéficient également des actions du PRE	44 élèves ont bénéficié du CLAS. 28 de l'élémentaire et 16 du collège. Des liens privilégiés ont été établis avec les parents grâce notamment à la proximité avec le quartier et la relation de confiance avec les animateurs.	Prise en charge durant l'année scolaire de 50 élèves (40 en élémentaire et 10 en collège) autour d'activités d'aide aux devoirs et accompagnement éducatif. L'accent sera mis sur une action 'fil rouge citoyenneté" avec visites collectives des institutions à l'échelon départemental voire national	49 489 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €	657 224 €	Etat et CAF	Favorable
Association	Descriptif et Objectifs de l'action	Bilan qualitatif 2015	Orientations 2016	Budget global du projet	Subvention accordée en 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission
INTERGENERATION S SANTE Contrat Local d'Accompagnement Scolaire	ACTION IDENTIQUE conduite sur le territoire du centre ancien et centre ville Lutter contre l'échec scolaire des élèves en difficulté et n'ayant pas dans leur environnement familial et social les conditions de soutien et d'accompagnement. Instaurer un lien de confiance entre les parents et l'école. Impliquer les parents à la scolarité de leur enfant. Prise en charge des élèves du CP au collège dans le cadre et dans le respect du cahier des charges de la CAF. Bénéficiaires habitants du quartier "Centre ancien et centre ville". 30% des élèves du CLAS sont en parcours individualisés PRE.	50 élèves ont bénéficié du CLAS (40 de l'élémentaire /10 du collège).Chaque groupe est pris en charge un soir par semaine dans les locaux de l'association. Les enfants de l'élémentaire sont récupérés par les animateurs dans l'école ce qui facilite la relation régulière avec les enseignants. Les collégiens sont pris en charge le jeudi de 16 h 30 à 18 h 30 à l'association. Les rencontres avec les parents se font régulièrement et sont complétées par des activités éducatives, culturelles et sportives.	Prise en charge durant l'année scolaire de 50 élèves (40 en élémentaire et 10 en collège) autour d'activités d'aide aux devoirs et accompagnement éducatif. Le volet soutien à la parentalité s'intègre dans cette action. Objectif faciliter la réussite de l'élève et impliquer les parents dans la scolarité de leur enfant. Cette année en fil rouge des CLAS "la citoyenneté"	60 708 €	7 000 €	7 000 €	6 000 €	112 424 €	Etat et CAF	Favorable

SANTE											
Associations	Objectifs	Bilan qualitatif 2015	Orientation 2016	Budget global du projet	Subvention accordée en 2015	Subvention demandée	Subvention proposée	Budget global de la structure	Cofinanceurs de l'action	Avis de la Commission	
<b>ALFAMIF</b> Pôle Santé Solidarité	Faciliter l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité. Favoriser les démarches de santé communautaire. Développer les actions de prévention et d'éducation à la santé. 1 coordinatrice + 2 agents d'accueil qui orientent sur des professionnels dont le champs d'intervention est la santé, l'accès aux soins et la prévention	Au 31/12/2015 près de 1200 personnes ont bénéficié des actions du PSS dont 653 aux permanences d'accès aux soins, 215 ont passé le bilan de santé avec la CPAM, 189 ont été reçues sur les permanences de soins de la croix rouge et 126 à celle du CSAPA. 1367 démarches ont eu lieu (CMU,CPAM, AME, MDPH...). 81 % de ce public réside sur le QPV	Reconduction des actions du PSS. Mise en place de nouvelles permanences autour des addictions (Consultations Jeunes Consommateurs) et de prévention primaire auprès des jeunes mères de familles avec le CSAPA	102 350 €	13 000 €	13 000 €	13 000 €	102 350 €	Etat (ARS) et Région	Favorable	
<b>ALFAMIF</b> Actions spécifiques jeunes	Développer la prévention, réduire les conduites addictives et diminuer les consommations excessives chez les jeunes. La particularité de cette action est qu'elle est dirigée vers un public captif et encadré (centre de loisirs ,collège et structure d'accueil PJJ)	En 2015, 735 jeunes et enfants (+36 %) ont bénéficié de ces actions. 173 en centre de loisirs (équilibre alimentaire, soleil, sommeil...) 49 en PJJ (égalité filles garçons, addictions, estime de soi...), 511 en milieu scolaire (sida, sexualité, alimentation, addictions...)	Reconduction des actions auprès des jeunes avec en fil rouge l'égalité garçons- filles, les addictions. Développement des actions en maternelle en lien avec les parents dans le prolongement du projet pédagogique.	23 350 €	3 500 €	3 500 €	3 500 €	971 485 €	Etat (ARS) et Région	Favorable	
<b>AFC ADRAFOM</b> Point Ecoute préventif	Prendre en charge la souffrance psychique des publics jeunes et adultes des QPV Orienter et Accompagner vers les structures de soins	73 personnes ont été prises en charge au Point écoute en 2015 dont 49 (18/25 ans)et 24 adultes. 65% sont résidents QPV. Au niveau des problématiques : mal être, conflits familiaux, situation économique précaire, divorce,relations parents enfant...Les orientations : associations, MSD, CMP, soutien psychologique...	Reconduction de l'action sur la base de la même entrée populationnelle à savoir : les jeunes fortement demandeurs de ces temps d'écoute, les bénéficiaires du RSA (CCAS) séniors, parents...	17 750 €	4 000 €	3 500 €	3 500 €	657 221 €	Etat (ARS)	Favorable	
<b>AFC ADRAFOM</b> Conseil Citoyen	Mise en place d'un conseil citoyen sur le territoire "cœur de ville Ht de vallauris" art 7 de la loi du 21 février 2014. Le conseil citoyen est mis en place sur la base d' initiatives participatives. Il est composé d'habitants et de représentants des associations et acteurs locaux.  Les conseils citoyens sont associés à l'élaboration d'actions et d'initiatives permettant : de faciliter les relations locataires/bailleurs, d'améliorer le cadre de vie par des actions citoyennes, des démarches participatives, de restaurer le lien social et le "vivre ensemble"	Le médiateur est en cours de recrutement dans le cadre de l'octroi d'un poste AR. Sa mission : initier les actions, mobiliser, accompagner et assurer la médiation sur le quartier entre les habitants, les partenaires, le bailleur et la collectivité. Favoriser l'expression des habitants tout en expliquant les enjeux démocratiques, la citoyenneté et la co-construction des projets collectifs.	Nouveau	42 800 €	Nouveau	3 000 €	3 000 €	657 221 €	Etat (poste d'adulte relais, bailleurs Sociaux dans le cadre de convention d'utilisation de l'abattement TFPB)	Favorable	

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 9	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	<b>7 718</b>	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		Agence service et de paiement (contrat aidés)	
Achats matières et fournitures	7 718	013-Atténuation de charges	
Autres fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>10</sup></b>	<b>166 004</b>
Autres activités extérieures		Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>5 852</b>	ETATS CUCS	25 000
Charges Locations	2 429	Droit commun :	
Entretien et réparation	2 000	Etat :	
Location matériel	1 023	CASA	
Documentation	400	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>4 414</b>	- CUCS	16 340
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 744	Département(s) :	
Publicité, publication	1 000	- CUCS	
Déplacements, missions	300	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>11</sup>	4 500
Télécommunication	370	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>6 404</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	6 404	- Droit Commun	25 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>137 048</b>	- CAF Animation Locale	15 894
Rémunération des personnels, Charges sociales,	137 048	CAF fonctionnement	8 500
Autres charges de personnel		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	62 520
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>4 568</b>	Autres établissements publics	
Frais siège 3%	4 568	Autres privées ERILIA	8 000
<b>66- Charges financières</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>250</b>
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	250
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
CHARGES INDIRECTES		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>166 004</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>166 004</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>12</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	3 240
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	3 240	Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>169 244</b>	<b>TOTAL</b>	<b>169 244</b>

<sup>9</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>10</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>11</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 8	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	5 600	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	7 017
Prestations de services		Agence service et de paiement (contrats aidés)	7 017
Achats matières et fournitures	5 600	013-Atténuation de charges	
Autres fournitures		74- Subventions d'exploitation <sup>9</sup>	31860
		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	2449	ETATS CLAS	14000
Locations matériel	809	Droit commun :	
Entretien et réparation	600	Etat :	
Charges locatives	740		
Documentation	300	Région(s) :	
Animation locale			
62 - Autres services extérieurs	1 100	-	
Transport public	300	Département(s) :	
Publicité, publication	400	-	
Déplacements, missions	300	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>10</sup>	6000
Télécommunication	100	-Commune Fonctionnement	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) : CLAS	
Impôts et taxes sur rémunération,		- Organismes sociaux (détailler	
Autres impôts et taxes		CAF Fonctionnement	
64- Charges de personnel	25436	- CAF CLAS	11 860
		Fonds européens	
Rémunération des personnels, Charges sociales,	25436	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées subvention AA AFC	2051
65- Autres charges de gestion courante	6593		
Charges de structure		75 - Autres produits de gestion courante	250
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	250
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	41178	TOTAL DES PRODUITS	41178
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>11</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	8311
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	8311	Dons en nature	
TOTAL	49489	TOTAL	49489

8

Ne pas indiquer les centimes d'euros.

9

L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

10

Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

11

Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

## Fonds de participation

CHARGES	MONTANT <sup>10</sup>	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>DEPENSES IMPREVUES</b>		<b>EXEDENT ANTERIEUR REPORTE</b>	
60 – Achats	1000	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	
Autres fournitures		<b>Contrat de ville</b>	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>3 200</b>	<b>Droit commun :</b>	
		Etat :	
Formations		- ASP	17 800
Locations	2500	-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance	200	-	
Documentation	500	Département(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>1 200</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	3 000
Formation du personnel	700	-	
Déplacements, missions	500	Commune(s) :	
Services bancaires, autres		-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Bailleurs sociaux (détailler) :	20 000
Impôts et taxes sur rémunération,		CAF :	
Autres impôts et taxes		- Animation Globale - Complémentaire	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>37 400</b>	- Famille	
Rémunération des personnels chargée,	21 600	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	10 800	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	5 000	Fond propre	2 000
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>42 800</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>42 800</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>42 800</b>	<b>TOTAL</b>	<b>42 800</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation <sup>9</sup>	17 750
Autres fournitures		Contrat de ville CUCS	
61 – Services extérieurs	390		
Locations	200	Commune(s)	4 000
Entretien et réparation	50	Département	
Assurance	100	Région	3 750
		Etat :	5 000
Documentation	40	ARS	5 000
62 – Autres services extérieurs	200		
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>10</sup>	
Déplacements, missions	200	-	
Services bancaires, autres			
63 – Impôts et taxes	550	-	
Impôts et taxes sur rémunération,	550	Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes		- CAF	
64- Charges de personnel	15 395	Fonds européens	
		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Rémunération des personnels,	10 735	Autres établissements publics	
Charges sociales,	4660	Autres privées	
Autres charges de personnel		75 – Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
66- Charges financières		77 – Produits exceptionnels	
67- Charges exceptionnelles		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	1215		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	17 750	TOTAL DES PRODUITS	17 750
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 – Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	17 750	TOTAL	17 750

9

L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

10

Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AFC ADRAFOM**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée AFC ADRAFOM régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'accueillir, informer, diagnostiquer, positionner, orienter les publics visés, sensibiliser et/ou faire découvrir les attentes et exigences du monde économique, dont le siège social est situé au 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AFC ADRAFOM**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, AFC ADRAFOM exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et de valorisation des initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu de mobiliser les jeunes du quartier des Hauts de Vallauris par un travail de médiation autour d'actions citoyennes afin de lutter contre la délinquance et les actes d'incivilité.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, AFC ADRAFOM s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux afin de définir des actions spécifiques et des objectifs :

- Mobiliser les habitants des Hauts de Vallauris ;
- Développer les actions de citoyenneté et de proximité ;
- Lutter contre les actes d'incivilité et la délinquance ;
- Prévenir les risques de radicalisation des jeunes ;
- Jouer un rôle complémentaire aux côtés de la MSAP dans le respect des valeurs républicaines et la connaissance des services publics.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AFC ADRAFOM pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 166 004 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 169 244 €. Ces produits comprennent ceux liés à des contributions volontaires en nature dont bénéficie l'association et évalué à 3 240 € tel qu'indiqué sur le budget prévisionnel de l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

AFC ADRAFOM reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 4 500 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel de l'action subventionnée.**

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

AFC ADRAFOM s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues dans la structure et leur typologie ;
- Nombre de personnes orientées vers les infrastructures et services de droit commun ;
- Nombre d'actions de communication réalisées au sein de la structure, au sein des associations partenaires et instances institutionnelles ;
- Nombre et profil de personnes accueillies sur des actions spécifiques
- Nombre de personnes ayant participé au réseau de soutien à la parentalité et d'échanges de savoirs et de services ;
- Recensement des demandes formulées par les habitants fréquentant la structure et mise en regard avec les actions développées ;
- Formalisation d'un outil indiquant l'indice général de satisfaction des personnes ;
- Formalisation d'un dispositif d'évaluation / régulation du réseau d'aide à la parentalité et d'échange de savoirs et services ;
- Mise en place de réunions de régulation.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AFC ADRAFOM.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ AFC ADRAFOM devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

AFC ADRAFOM s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association AFC ADRAFOM remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association AFC ADRAFOM est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association AFC ADRAFOM, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

AFC ADRAFOM s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait

jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
AFC ADRAFOM,  
Le Président

Nicolas TRUELLE

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
La Politique de la Ville

Michelle SALUCKI



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION AFC ADRAFOM  
Contrat Local d'Accompagnement Scolaire**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'association dénommée AFC ADRAFOM régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'accueillir, informer, diagnostiquer, positionner, orienter les publics visés, sensibiliser et/ou faire découvrir les attentes et exigences du monde économique, dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AFC ADRAFOM**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, AFC ADRAFOM développe des actions d'accompagnement à la scolarité (Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire dits CLAS) permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, il est prévu la prise en charge durant l'année scolaire de 50 élèves (élémentaires et collèges) autour de l'aide au devoir, l'accès à la culture et la citoyenneté et le soutien à la parentalité.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, AFC ADRAFOM s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement scolaire et de soutien à la parentalité à destination du public résidant sur le quartier prioritaire des Hauts de Vallauris.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux afin de définir des actions et des objectifs :

- Planifier et gérer le temps des devoirs scolaires ;
- Soutenir l'élève dans les difficultés et l'aider dans ses apprentissages ;
- Développer la méthodologie de travail personnel et amener l'élève vers l'autonomie ;
- Accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AFC ADRAFOM pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 41 178 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 49 489 €.

Ces produits comprennent ceux liés à des contributions volontaires en nature dont bénéficie l'association et évalué à 8 311 € tel qu'indiqué sur le budget prévisionnel de l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

AFC ADRAFOM reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 6 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel de l'action subventionnée.**

##### **6.1 Evaluations intermédiaires**

AFC ADRAFOM s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre d'élèves ayant bénéficié du dispositif ;
- Construction d'un référentiel d'évaluation partagé : famille, élèves, Education Nationale ;
- Grille de motivation des élèves.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AFC ADRAFOM.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les

objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

AFC ADRAFOM s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association AFC ADRAFOM remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association AFC ADRAFOM est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- AFC ADRAFOM devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association AFC ADRAFOM, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

AFC ADRAFOM s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et



réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
AFC ADRAFOM,  
Le Président

Nicolas TRUELLE

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AFC ADRAFOM**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée AFC ADRAFOM régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'accueillir, informer, diagnostiquer, positionner, orienter les publics visés, sensibiliser et/ou faire découvrir les attentes et exigences du monde économique, dont le siège social est situé au 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AFC ADRAFOM**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, AFC ADRAFOM exerce notamment une mission de développement de la citoyenneté de proximité par la médiation notamment auprès des jeunes par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et d'initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en place d'un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville Hauts de Vallauris" (article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine).

Par ailleurs, dans le cadre de l'application de prochaines conventions d'utilisation de l'abattement de la TFPB, les acteurs concernés par l'amélioration du cadre de vie des habitants du quartier prioritaire se sont accordés sur la nécessité de soutenir des actions de médiation entre les habitants et les bailleurs sociaux propriétaires du parc locatif de ce secteur.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, AFC ADRAFOM s'engage à mettre en place un conseil citoyen sur le territoire prioritaire "Cœur de ville Hauts de Vallauris" conformément à l'article 7 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine.

Le conseil citoyen est mis en place sur la base d'initiatives participatives. Il est composé d'habitants et de représentants des associations et acteurs locaux.

Les conseils citoyens sont associés à l'élaboration d'actions et d'initiatives ayant pour objectifs :

- de faciliter les relations locataires/bailleurs ;
- d'améliorer le cadre de vie par des actions citoyennes, des démarches participatives ;
- de restaurer le lien social et le "vivre ensemble".

AFC ADRAFOM s'engage par ailleurs à mettre en œuvre des actions de médiation entre les habitants du quartier prioritaire et les bailleurs sociaux propriétaires du parc locatif ayant signé une convention d'utilisation de l'abattement de la TFPB.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AFC ADRAFOM pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 42 800 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

AFC ADRAFOM reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 3 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Evaluations intermédiaires**

Dans le cadre d'un comité de suivi des financeurs du projet, réuni au moins une fois dans le courant de l'année l'association AFC ADRAFOM s'engage à communiquer un bilan annuel mentionnant :

- Le nombre de réunions réalisées avec les partenaires institutionnels, associatifs et les bailleurs sociaux;
- Le nombre de réunions avec les habitants ;
- Le nombre et les résultats des actions de médiations menées entre les habitants et les bailleurs sociaux dans le cadre de l'amélioration de leur cadre de vie.

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet du conseil citoyen initialement défini est bien respecté.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AFC ADRAFOM.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs

attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ AFC ADRAFOM devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

AFC ADRAFOM s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association AFC ADRAFOM remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association AFC ADRAFOM est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association AFC ADRAFOM, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

AFC ADRAFOM s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et



réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
AFC ADRAFOM,  
Le Président

Nicolas TRUELLE

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
La Politique de la Ville

Michelle SALUCKI

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 8	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>200</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		ASP	
Achats matières et fournitures	200	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>9</sup></b>	<b>11237</b>
Autres fournitures		ETAT ACSE	9 737
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>550</b>		
Locations	150	Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance	280	-	
Documentation	120	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>5000</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4900	Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	100	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>10</sup>	
Services bancaires, autres		-CASA	2 500
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>460</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	460	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>4037</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	4037	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
3% frais de siège			
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	<b>1 990</b>		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>12237</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>12237</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>11</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>12237</b>	<b>TOTAL</b>	<b>12237</b>

<sup>8</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>9</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>10</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>11</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AFC ADRAFOM**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée AFC ADRAFOM régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'accueillir, informer, diagnostiquer, positionner, orienter les publics visés, sensibiliser et/ou faire découvrir les attentes et exigences du monde économique, dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AFC ADRAFOM**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, AFC ADRAFOM développe des actions d'accompagnement à la scolarité permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, sont organisées des actions de prévention du décrochage scolaire à destination de 60 collégiens scolarisés au Collège Pablo Picasso (Vallauris) faisant l'objet d'une mesure d'exclusion de 1 à 5 jours.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, AFC ADRAFOM s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance.

En prévention du décrochage scolaire, il s'agit d'accompagner les jeunes collégiens exclus temporairement (pour une durée de 1 à 5 jours) à comprendre la raison de cette exclusion et à réintégrer leur parcours scolaire en lui donnant du sens.

Cette mission s'exerce par des rencontres avec les acteurs concernés en amont (professeurs, vie scolaire...).

Il est également prévu la construction d'un parcours personnalisé avec le jeune par le biais de remédiation cognitive, de soutien scolaire et d'entretien avec les parents afin de contribuer à reconstruire l'alliance entre l'institution scolaire les parents et le jeune.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AFC ADRAFOM pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 11 940 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

AFC ADRAFOM reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 2 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel de l'action subventionnée.**

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

AFC ADRAFOM s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes concernés ;
- Nombre de retours à une scolarité régulière ;
- Nombre de parents rencontrés ;
- Motivation des jeunes (assiduité, ponctualité, respect des engagements...).

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AFC ADRAFOM.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.



## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

AFC ADRAFOM s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association AFC ADRAFOM remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
  - Si l'association AFC ADRAFOM est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- AFC ADRAFOM devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association AFC ADRAFOM, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

AFC ADRAFOM s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
AFC ADRAFOM,  
Le Président

Nicolas TRUELLE

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AFC ADRAFOM**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée AFC ADRAFOM régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'accueillir, informer, diagnostiquer, positionner, orienter les publics visés, sensibiliser et/ou faire découvrir les attentes et exigences du monde économique, dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Nicolas TRUELLE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **AFC ADRAFOM**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, AFC ADRAFOM développe des actions de prévention dans le domaine de la santé notamment par la prise en charge de la souffrance psychique de publics fragilisés.

Dans ce cadre, il est prévu la mise en place d'un Point écoute préventif en direction des publics des quartiers prioritaires à travers l'antenne de la mission locale de Vallauris (jeunes 16-26 ans), le CCAS (bénéficiaires du RSA) et l'association Relais de Femmes (tous publics).

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, AFC ADRAFOM s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de soutien et d'écoute psychologique à destination des publics résidant dans les quartiers prioritaires.

Cette action se traduit par la mise en place d'entretiens individuels hebdomadaires de soutien psychologique.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des Hauts de Vallauris et des acteurs locaux afin de définir des actions et des objectifs :

- Prendre en charge la souffrance psychique des publics jeunes et adultes des quartiers prioritaires ;
- Orienter et accompagner vers les structures de soins.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AFC ADRAFOM pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 17 750 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

AFC ADRAFOM reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 3 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

AFC ADRAFOM s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues (jeunes, adultes, parents) par tranches d'âge et sexe ;
- Nombre et type d'orientations.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AFC ADRAFOM.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.



## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

AFC ADRAFOM s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association AFC ADRAFOM remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
  - Si l'association AFC ADRAFOM est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- AFC ADRAFOM devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association AFC ADRAFOM, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

AFC ADRAFOM s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
AFC ADRAFOM,  
Le Président

Nicolas TRUELLE

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	Montant <sup>9</sup>	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats	600	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation <sup>10</sup>	63 200
Autres fournitures		CUCS -	
61 - Services extérieurs	3487		
Locations		État : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s) : DDCS	53 219
Entretien et réparation		SPIP Refacturation	
Assurance		Région	
Documentation		Département	
62 - Autres services extérieurs	600		
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité: EPCI <sup>11</sup> CASA	10 000
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Commune	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	4 178		
Impôts et taxes sur rémunération,		Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes		--CAF	
64- Charges de personnel	48 832	Fonds européens	
Rémunération des personnels,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante	2 922	75 - Autres produits de gestion courante - facturations AAVA/SPIP	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	2600	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	63 219	TOTAL DES PRODUITS <sup>12</sup>	63 219
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	63 219	TOTAL	63 219

<sup>9</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>10</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>11</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION A.L.C.  
- Accompagnement, Lieux d'Accueil, Carrefour éducatif et social -**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'Association dénommée Accompagnement, Lieux d'Accueil, Carrefour éducatif et social régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de prendre toute initiative pour l'insertion des personnes en difficulté dont le siège social est situé 10 Rue des Chevaliers de Malte - 06100 NICE, représentée par Jean Claude GUNST agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **A.L.C.**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.C. exerce notamment une mission relative à l'aide aux personnes en grande précarité sociale, pour leur réinsertion, en rompant le processus d'exclusion et de marginalisation dans lequel elles sont inscrites du fait de leur absence de travail et/ou d'identité sociale.

Dans ce cadre, elle développe des actions en direction des publics les plus fragilisés par le biais de l'Atelier d'Adaptation à la Vie Active (A.A.V.A.).

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

La C.A.S.A, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, A.L.C. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes les plus fragilisées ou en rupture sur le territoire de la C.A.S.A.

Le principal objectif est de permettre à ce public d'accéder à une première étape professionnelle, de le soutenir dans un projet d'insertion autour d'un outil de l'insertion par l'activité économique qui est l'Atelier d'Adaptation à la Vie Active.

L'A.A.V.A. s'adresse à des personnes en très grande difficulté et s'organise autour de trois actions : un accueil et diagnostic, une évaluation en situation de travail et un accompagnement socioprofessionnel. L'A.A.V.A. permet à ce public une mise en situation professionnelle sur des chantiers de type espaces verts ou nettoyage et lui apporte un accompagnement social tout au long du parcours permettant la résolution des problématiques rencontrées : logement, santé, démarches administratives ...

Dans le cadre du renouvellement de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association A.L.C. pour l'année 2016 consistent à faire progresser la qualité de ses accompagnements pour poursuivre l'augmentation du taux d'insertion professionnelle et sociale.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.C. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 63 219 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.



#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

A.L.C. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

➤ A.L.C. s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies et mises en situation de travail ;
- Profils sociologiques des personnes ;
- Durée des contrats ;
- Assiduité et ponctualité des publics ;
- Résultats en termes d'insertion sociale (accès à un hébergement, logement, accès aux droits santé, résolution de contentieux justice, resocialisation...)
- Résultats en termes d'insertion professionnelle (CDI, CDD, contrats aidés, ESAT, accès à une formation, missions intérim, missions IAE, création d'entreprise...)
- Evolution de la situation sociale des personnes ;
- Investissement des personnes dans leur parcours d'insertion socioprofessionnelle ;
- Présentation et hygiène ;
- Estime de soi ;
- Socialisation.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un Comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

- L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par A.L.C.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

A.L.C. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association A.L.C. remettra chaque année à la CASA ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association A.L.C. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.C. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

A.L.C. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

A.L.C. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association, A.L.C.  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Jean Claude GUNST

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 9	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>924</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	9244	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>10</sup></b>	
Autres fournitures		Contrat de ville de Vallauris	<b>11 300</b>
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>966</b>	- Commune de Vallauris	5650
Locations	300	- Acsé	
Entretien et réparation	270	- Conseil Départemental	
Assurance	396	- Conseil Régional	5650
Documentation			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>1214</b>	Droit commun :	
Rém. intermédiaires et honoraires	525	- Etat :	
Publicité, publication		- Région(s) :	
Déplacements, missions	464	- Département(s) :	
Services bancaires, autres	225	- Commune(s) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>857</b>	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>11</sup>	
Impôts et taxes sur rémunération,	857	<b>ARS PACA</b>	<b>12 000</b>
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>19 389</b>	- <b>CPAM des AM</b>	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	19 357	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	32	Autres privées PJJ	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>50</b>
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>23 350</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>23 350</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>12</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>23 350</b>	<b>TOTAL</b>	<b>23 350</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION A.L.F.A.M.I.F.**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente Déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles – A.L.F.A.M.I.F. régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif, l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, dont le siège social est situé 3 avenue du Midi – 06220 GOLFE JUAN, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **A.L.F.A.M.I.F.**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.F.A.M.I.F. développe des actions d'hébergement d'urgence et de santé préventive.

Dans ce cadre, il est la mise en œuvre d'actions spécifiques de prévention santé à destination des jeunes issus du quartier prioritaire « Cœur de Ville – Hauts de Vallauris ».

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, A.L.F.A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès aux droits et aux soins.

Cette mission a pour objectif :

- De développer la prévention,
- De réduire les conduites addictives et diminuer les consommations excessives chez les jeunes. ;
- De promouvoir des actions d'éducation à la santé.

La particularité de cette action est qu'elle est dirigée vers un public captif et encadré (centre de loisirs, collège et structure d'accueil PJJ).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.F.A.M.I.F. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 23 350 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

A.L.F.A.M.I.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 3 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- PJJ :
    - Nombre d'interventions ;
    - Thématiques abordées ;
    - Nombre de jeunes présents lors des interventions ;
    - Age et sexe des participants ;
    - Partenaires sollicités lors des interventions ;
    - Nombre de jeunes ayant passé le bilan de santé et pathologies décelées.
  - Centre de loisirs, école, collège :
    - Nombre d'interventions ;
    - Thématiques abordées ;
    - Nombre de jeunes qui ont participé à l'action.
- L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par A.L.F.A.M.I.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

A.L.F.A.M.I.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association A.L.F.A.M.I.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
  - Si l'association A.L.F.A.M.I.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- A.L.F.A.M.I.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.F.A.M.I.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
A.L.F.A.M.I.F.,  
Le Président

Jean-Pierre BUFFA

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente Déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 9	PRODUITS	MONTANT
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 – Achats</b>	<b>5304</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>6570</b>
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	5304	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>10</sup></b>	<b>95 780</b>
Autres fournitures		Contrat de ville de Vallauris	50 710
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>12 514</b>	- Commune de Vallauris	
Locations	10 630	- Acsé	
Entretien et réparation	690	- Conseil Général	
Assurance	1194	- Conseil Régional	
Documentation			
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>6606</b>	Droit commun :	
Rém. intermédiaires et honoraires	2975	- Etat :	
Publicité, publication		- Région(s) :	
Déplacements, missions	696	- Département(s) :	
Services bancaires, autres	2935	- Commune(s) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>3253</b>	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>11</sup>	
Impôts et taxes sur rémunération,	3253	<b>ARS PACA</b>	25 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>74 673</b>	- <b>CPAM des AM</b>	20 070
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	73 450	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1223	Autres privées PJJ	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>102 350</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>102 350</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>12</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>102 350</b>	<b>TOTAL</b>	<b>102 350</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION A.L.F.A.M.I.F.**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée Association pour le Logement, la Formation, l'Aide Médicale aux Isolés et Familles – A.L.F.A.M.I.F. régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de précarité au regard du logement, par un hébergement temporaire et un accompagnement socio-éducatif, l'accès aux droits et aux soins pour les publics les plus en difficulté, dont le siège social est situé 3 avenue du Midi – 06220 GOLFE JUAN, représentée par Monsieur Jean-Pierre BUFFA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **A.L.F.A.M.I.F.**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, A.L.F.A.M.I.F. développe des actions d'hébergement d'urgence et de santé préventive.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association gère le Pôle Santé Solidarité de Vallauris visant à favoriser l'accès au droit et aux soins des publics en situation de précarité et issus du quartier prioritaire.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, A.L.F.A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et aux soins.

Cette mission a pour objectif :

- De faciliter l'accès aux droits et aux soins des publics en situation de précarité ;
- De favoriser les démarches de santé communautaire ;
- De développer les actions de prévention et d'éducation à la santé

Cette mission est menée par une coordinatrice et 2 agents d'accueil qui orientent sur des professionnels dont le champ d'intervention est la santé, l'accès aux soins et la prévention.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement A.L.F.A.M.I.F. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 102 350 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

A.L.F.A.M.I.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 13 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel de l'action subventionnée.**

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Permanences d'accueil :
  - Nombre de personnes reçues
  - Nombre de dossiers administratifs effectués
  - Type de démarches
  - Typologie du public accueilli
  - Secteur d'origine du public
- Actions de prévention :
  - Nombre de réunions ou d'ateliers de sensibilisation
  - Nombre de participants
  - Thématiques abordées
  - Partenaires associés à l'action
- Permanences des partenaires :
  - Nombre de permanences
  - Type de prise en charge
  - Nombre de conventions d'occupation du local signées
  - Bilan annuel des partenaires
- Bilans de santé :
  - Nombre de phases de bilan de santé et nombre de participants
  - Nombre d'acheminements vers le centre d'examens
  - Nombre de personnes ayant passé un bilan de santé
  - Nombre de personnes entamant une démarche de soins post-bilan
  - Pathologies décelées

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions.

Au cours de l'année 2015, la CASA sera notamment vigilante à ce que le recrutement d'un coordinateur de l'action soit effectif. La présence pérenne d'un agent de qualité étant nécessaire au maintien du fonctionnement coordonné et efficace du Pôle Santé.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par A.L.F.A.M.I.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

A.L.F.A.M.I.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association A.L.F.A.M.I.F. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association A.L.F.A.M.I.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ A.L.F.A.M.I.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association A.L.F.A.M.I.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

A.L.F.A.M.I.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
A.L.F.A.M.I.F.,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Jean-Pierre BUFFA

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT <sup>12</sup>	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>350</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation <sup>13</sup></b>	<b>18 000</b>
Autres fournitures	350	Contrat de ville	7 000
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>200</b>	FIPD	
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat : Directe	
Assurance	50	-	
Documentation	150	Région(s) :	4 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>1 450</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	1 250	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>14</sup>	7 000
Services bancaires, autres	200	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>3 200</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes tva	3 200	Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>12 800</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>18 000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>18 000</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>15</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	4 000	Prestations en nature	4 000
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>22 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>22 000</b>

<sup>12</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>13</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>14</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>15</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 16, avenue Scuderi – 06100 NICE, représentée par Anne Gaël BAUCHET et Françoise BIANCO agissant au lieu et place de la coopérative en leur qualité de co-gérante, conformément aux statuts de la coopérative ;

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX exerce notamment une mission de promotion de l'égalité F/H, de sensibilisation lors des processus d'orientation, de représentations liées aux métiers et aux stéréotypes.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un parcours vers l'emploi via la levée des freins sociaux, psychologiques et culturels des femmes

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes fragilisées ou en rupture de la CASA.

Le principal objectif d'ALTER EGAUX est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'action « Parcours vers l'emploi ».

L'action a pour objet de lever les freins sociaux, psychologiques et culturels à l'emploi, de sensibiliser le public-cible à la mixité des métiers et à une compréhension des mécanismes de transfert des compétences.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à ALTER EGAUX pour l'année 2016 sont les suivants :

- Faire évoluer la perception et l'image de soi ;
- Travailler la mobilité pour rendre le territoire accessible ;
- Exercer une citoyenneté inclusive : mieux comprendre le fonctionnement de la société, les codes comportementaux attendus, les temps forts et les enjeux citoyens ;
- Devenir autonome dans la gestion du quotidien quelle que soit la situation ;
- Elargir les découvertes métiers et les projections personnelles ;
- Rencontrer des professionnelles exerçant des métiers différents, participer aux forums de l'emploi, découvrir les activités des chantiers d'insertion ... ;
- Comprendre le transfert de compétences ;
- Construire sa carte de compétences, savoir-faire, savoir-être ;
- Elaborer son projet et rejoindre les dispositifs existants.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ALTER EGAUX pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 18 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 22 000 €.

Ces produits comprennent ceux liés à des contributions volontaires en nature dont bénéficie la coopérative et évalué à 4 000 € tel qu'indiqué sur le budget prévisionnel de l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 7 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Identification du dispositif sur le territoire :
  - Nombre de personnes orientées par le PLIE / les associations prescriptrices / le bouche à oreille
  - Nombre de structures prescriptrices
  - Sorties positives : entrée en formation, prise en charge par les intermédiaires de l'emploi de droit commun (PLIE, Mission Locale, Cap Entreprise, etc), emploi direct.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour la coopérative,  
ALTER EGAUX  
Les co-gérantes

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente Déléguée à  
la Politique de la Ville

Anne Gaël BAUCHET  
Françoise BIANCO

Michelle SALUCKI



## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 16, avenue Scuderi – 06100 NICE, représentée par Anne Gaël BAUCHET et Françoise BIANCO agissant au lieu et place de la coopérative en leur qualité de co-gérante conformément aux statuts de la coopérative ;

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX s'inscrit dans une démarche d'innovation sociale, culturelle et technologique en favorisant une approche systémique et d'intérêt général. Elle décline des axes d'interventions autour de méthodes novatrices et fédératrices notamment autour des stéréotypes, du décrochage scolaire et de la radicalisation.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre une action afin de dépasser les stéréotypes de genre pour lutter contre les risques de radicalisation et réussir son projet professionnel

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de prévention de la délinquance en direction des personnes fragilisées ou en rupture du territoire de la C.A.S.A.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à ALTER EGAUX pour l'année 2016 sont les suivants :

- Engager les jeunes dans un processus de choix d'orientations scolaire et professionnelle épanouissants, correspondant à leurs aspirations réelles et talents singuliers (au contraire d'orientations stéréotypées et normatives dans lesquelles ils ne se (re)trouvent pas) ;
- Dépasser les stéréotypes de genre pour se construire ;
- Favoriser une insertion professionnelle réussie chez les jeunes et rendre possible le sentiment d'une juste place acquise dans la société, garanties d'un meilleur épanouissement individuel à l'âge adulte et d'une participation positive et constructive au niveau collectif et social ;
- Lutter contre les risques importants de radicalisation religieuse chez les jeunes - filles et garçons, phénomène de récupération qui se nourrit des décrochages scolaires et sociaux, des vocations manquées, d'amertume, de frustration et d'un sentiment de discrimination et de stigmatisation d'individus en attente de sens ;
- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme de récupération des dispositifs médiatiques utilisés par les propagandistes, leur apprendre à les décrypter, les critiquer et les mettre à distance.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ALTER EGAUX pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 20 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Identification du dispositif sur le territoire :
  - Nombre de chantiers participants / nombre total existant sur le territoire
  - Nombre de personnes visées effectivement par le dispositif
  - Nombre de classes de 3ème / nombre total de classes dans l'établissement
- Impact du dispositif sur les publics finaux :
  - Retour des adultes encadrants au regard du parcours proposé
  - Les élèves et les jeunes des chantiers éducatifs seront amenés à auto-évaluer l'impact de l'expérience

La C.A.S.A procèdera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : Les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ ALTER EGAUX devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour la coopérative,  
ALTER EGAUX  
Les co-gérantes

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Anne Gaël BAUCHET  
Françoise BIANCO

Michelle SALUCKI



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

Budget Prévisionnel FIPD - CASA Année 2016			
Au 1 mars 2016			
CHARGES	Montants en €	PRODUITS	Montants en €
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>Produits d'exploitation</b>	
60 Achat	180,00	70 Prestations de services	
Achats d'études et de prestations de services			
Achats non stockés de matières et de fourniture	180,00		
Fournitures d'entretien et de petit équipement			
61 Services extérieurs	12,00	74 Subventions d'exploitation	20 000,00
Sous traitance générale			
Locations		FIPD CASA	10 000,00
Entretien et réparation		FIPD Etat	6 000,00
Assurance	12,00	Région	4 000,00
Documentation			
62 Autres services extérieurs	1 075,00		
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication			
Déplacements, missions	1 000,00	Département 06	
Frais postaux et de télécommunications			
Services bancaires, autres	75,00	Commune (s)	
		NCA	
63 impôts et taxes	3 333		
Impôts et taxes sur rémunérations			
Autres impôts et taxes : TVA	3 333		
64 Charges de personnel	15 400		
Rémunération des personnels	0,00		
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 Autres produits de gestion courante	0,00
65 Autres charges de gestion courante		Autres	
<b>TOTAL I</b>	<b>20 000</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>20 000,00</b>
66 Charges financières		76 Produits financiers	
Intérêts et charges assimilées		Produits de participations	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	
<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL II</b>	<b>0,00</b>
67 Charges exceptionnelles	0,00	77 Produits exceptionnels	0,00
Sur opérations de gestion		Sur opérations de gestion	
Sur opérations en capital		Sur opérations en capital	
68 Dotations aux amortissements et aux provisions		78 Reprises sur amortissements et provisions	
69 Impôts sur les sociétés		79 Transferts de charges	
<b>TOTAL III</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL III</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES CHARGES ( I + II + III )</b>	<b>20 000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS ( I + II + III )</b>	<b>20 000,00</b>
Bénévolat, apport en mécénat de compétence*		Bénévolat, apport en mécénat de compétence	
Mise à disposition de biens*	3 000,00	Mise à disposition de biens	3 000,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 000</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 000,00</b>

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT  
DES ALPES MARITIMES**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Alpes Maritimes, Groupement d'Intérêt Public, ayant pour but d'intervenir auprès des populations démunies d'accès au droit, dont le siège social est situé au Tribunal de Grande Instance Palais Rusca – Place du Palais 06357 NICE Cedex 4 représenté par Monsieur Alain CHATEAUNEUF agissant au lieu et place du Conseil en sa qualité de Président, conformément aux statuts du Groupement d'Intérêt Public ;

Ci-après désigné **C.D.A.D.06**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.D.A.D. 06 exerce notamment une mission d'accès au droit et à la justice en lien avec, d'une part, le Barreau de Grasse représenté par son Bâtonnier, Maître Jean-Marc FARNETI et d'autre part, la Chambre Départementale des Notaires représentée par son Président, Maître Guy LEVY ainsi que la Chambre Départementale des Huissiers représentée par son Président, Maître Jean-Charles ALBERTINI.

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le principe d'adhésion de la C.A.S.A. au C.D.A.D. 06 en tant que membre associé avec voix délibérative.

Dans ce cadre, il est prévu que le C.D.A.D.06 organise au sein des trois antennes de justice communautaires des permanences juridiques gratuites, confidentielles et anonymes d'avocats et de notaires. Cette mission finalise la reconnaissance du droit à une consultation juridique et à sa mise en œuvre.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le C.D.A.D.06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission permettant au public concerné de bénéficier de consultations gratuites confidentielles et anonymes auprès de notaires et avocats au sein des trois antennes de justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

Ce dispositif a pour but de développer une offre d'information et d'orientation auprès de toute personne souhaitant bénéficier, en dehors de toute procédure contentieuse, d'une information générale sur ses droits et obligations.

Les objectifs du C.D.A.D.06 sont la mise en œuvre de permanences sur les bases suivantes :

- Antenne de justice d'Antibes : L'intervention d'**avocats** se fait sur la base de **4 heures hebdomadaires** et celle d'avocat spécialisé **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Valbonne / Biot : Intervention d'**avocats** sur la base de **2 heures hebdomadaires**. L'intervention d'avocat spécialisé **en droit du travail** se fait sur la base de **3 heures mensuelles**.
- Antenne de Justice de Vallauris : intervention de **notaires** sur la base de **2 heures mensuelles**, intervention d'**avocats** sur la base de **12 heures mensuelles**. Intervention d'avocat spécialisé **en droit du travail** sur la base de **3 heures mensuelles**.

Ces heures se définissent avec la responsable de chaque antenne. En cas d'annulation, la permanence est reprogrammée un autre jour.

Pour parfaire ces dispositifs, le C.D.A.D. 06 délivre des bons de consultation gratuite en cabinet d'avocats qui sont distribués par les responsables des antennes aux personnes dont la situation de précarité et d'urgence nécessite une prise en charge juridique immédiate.

En matière de droit du travail, des bons pourront également être délivrés pour permettre aux bénéficiaires d'obtenir une consultation auprès d'un avocat spécialisé, membre de l'association des avocats praticiens en droit social des Alpes-Maritimes.

Le C.D.A.D. 06 intervient dans le dispositif de lutte contre les discriminations mis en place en juin 2009 dans les locaux de l'antenne de justice d'Antibes Juan les Pins et se traduit par une permanence tenue par le Délégué du Défenseur des Droits (anciennement HALDE).

Le C.D.A.D. 06 propose également pour 2016 :

- de continuer à initier ou à participer aux actions menées en faveur des mineurs en milieu scolaire et des jeunes majeurs ;
- de poursuivre le recensement des besoins en matière d'accès au droit sur le territoire communautaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement le C.D.A.D.06 pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, le groupement s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 36 576 € conformément au budget prévisionnel transmis.

**Le groupement s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 53 259 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux suivants :

- Antibes : un bureau situé au 80 2<sup>ème</sup> Avenue, quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis / Biot : un bureau situé 2 Place des Amouriers / Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau situé 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants liés au C.D.A.D.06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/ photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou responsables d'unité.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financière de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Les permanences tenues dans les antennes ne sont pas assurées par du personnel du C.D.A.D.06.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 16 683 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par le Groupement. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels du groupement (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que le C.D.A.D.06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

L'ensemble des professionnels du droit (avocats et notaires) intervenant au sein des antennes de justice de la C.A.S.A. dans le cadre des actions mises en œuvre par le C.D.A.D.06, sont couverts par leur propre police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de leurs activités professionnelles.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 15 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la CASA en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 31 683 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée sur le compte du groupement par mandat administratif.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ Le C.D.A.D.06 s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels ou trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels ou trimestriels – Evaluations intermédiaires**

Le C.D.A.D.06 s'engage à fournir des bilans semestriels, voire trimestriels si besoin, de l'action, et ce jusqu'au terme de la convention à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Un examen quantitatif et qualitatif de l'action est dressé lors de la production de son rapport annuel d'activité à la C.A.S.A., membre associé avec voix délibérative au conseil d'administration du C.D.A.D. 06.

Les indicateurs utilisés visent principalement à évaluer annuellement le nombre de personnes reçues, à préciser la nature juridique des consultations (avocats et notaires) et dans certains cas, l'enjeu de celles-ci.

Pour ce faire, depuis de nombreuses années, le Secrétariat Général du C.D.A.D. 06 traite et analyse l'ensemble des fiches renseignées par les professionnels du droit.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec le C.D.A.D.06 à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront

examinés dans le cadre d'une réunion de travail entre techniciens du C.D.A.D.06 et de la C.A.S.A. et organisée par le C.D.A.D.06.

➤ Dans le cadre de la convention constitutive du C.D.A.D.06 la C.A.S.A. est invitée par le C.D.A.D. 06 à participer au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire). Le C.D.A.D.06 transmettra à cette occasion le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier annexé du compte de résultat et du bilan.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le C.D.A.D.06.

Le bilan annuel sera présenté au Comité de Pilotage des Antennes de Justice organisé annuellement par la C.A.S.A. sous l'autorité du Président du TGI de Grasse et du Procureur près le TGI de Grasse.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ Le C.D.A.D.06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

Le C.D.A.D.06 s'engage :

- Conformément aux statuts du C.D.A.D.06, le groupement est soumis au contrôle de la Cour des Comptes dans les conditions prévues par l'article 21 du 15 juillet 1982 et la loi n°94-1040 du 2 décembre 1994. Par ailleurs, les dispositions du titre II du décret n°55-733 du 26 mai 1955 portant codification et aménagement des textes relatifs au contrôle économique et financier de l'Etat sur les entreprises nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique et social et, le cas échéant, du décret n°53-707 du 9 août 1953, lui sont applicables. Le contrôleur d'Etat est le trésorier payeur général du département.

Plus particulièrement, le C.D.A.D.06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, il communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Le C.D.A.D.06 qui est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.



## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par le C.D.A.D.06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

Le C.D.A.D.06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le groupement mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

Le C.D.A.D.06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de

soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour le C.D.A.D.06  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Alain CHATEAUNEUF

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

CDAD

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES		MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats			70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services			013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures			74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	36 576
Autres fournitures			Contrat de ville	
61 - Services extérieurs			Droit commun :	
Locations			Etat :	
Entretien et réparation			-	
Assurance			Région(s) :	
Documentation et site internet		31 257	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		31 257	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			Intercommunalité(s) : EPC <sup>12</sup>	
Publicité, publication			Commune(s) :	
Déplacements, missions			- CASA	15 000
Services bancaires, frais postaux			Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes			- CAF	
Impôts et taxes sur rémunération,		343	Fonds européens	
Autres impôts et taxes		343	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
64- Charges de personnel		4 976	Autres établissements publics CDAD	21 576
Rémunération des personnels,		3 458	Autres privées	
Charges sociales,		1 518	75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel			Dont cotisations, dons manuels ou legs	
65- Autres charges de gestion courante			77 - Produits exceptionnels	
66- Charges financières			78 - Reprises sur amortissements et provisions	
67- Charges exceptionnelles				
68- Dotation aux amortissements				
CHARGES INDIRECTES				
Charges fixes de fonctionnement				
Frais financiers				
Autres				
TOTAL DES CHARGES		36 576	TOTAL DES PRODUITS	36 576
			CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>	
86- Emplois des contributions volontaires en nature			87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature			Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		16 683	Prestations en nature	16 683
Personnel bénévole			Dons en nature	
TOTAL		53 259	TOTAL	53 259

10 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

11 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

12 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

13 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION C.I.D.F.F.**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (C.I.D.F.F.) régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de développer l'information et de favoriser l'accès au droit pour les femmes et le public en général, dont le siège social est situé 33 Avenue Jean Médecin – Bât. B 06000 Nice, représentée par Madame Frédérique GREGOIRE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **C.I.D.F.F.**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, le C.I.D.F.F. exerce notamment une mission d'accès au droit pour le public en général et les femmes en particulier ; de promotion d'égalité des chances entre hommes et femmes.

Dans ce cadre, il est prévu l'organisation de permanences d'accueil et d'accompagnement juridiques hebdomadaires effectuées par une informatrice juridique qualifiée au sein de l'antenne de justice de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et du service Parenthèse.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, le C.I.D.F.F. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit dans le cadre de permanences réalisées au sein de l'antenne de justice de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et du service Parenthèse.

Les objectifs de C.I.D.F.F sont les suivants :

- La mise en œuvre de permanences sur la base d'un minimum de sept heures hebdomadaires au sein de l'antenne de Justice de Valbonne tout au long de l'année 2016, et d'un minimum de vingt et une heures hebdomadaires au sein du service Parenthèse pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 30 juin 2016.

En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par une informatrice juridique spécialisée dans l'accès au droit et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association.

A l'initiative des services de la C.A.S.A., le C.I.D.F.F. participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de l'intervenante, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement C.I.D.F.F. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016 pour les permanences réalisées à l'antenne de justice de Valbonne et pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 30 juin 2016 s'agissant du service Parenthèse.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 25 200 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 26 150 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite d'un bureau situé à l'antenne de justice de Valbonne et un bureau au service Parenthèse.

Ces bureaux sont équipés d'un mobilier classique et l'intervenant du CIDFF pourra les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/ photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des personnes en charge du fonctionnement et de la gestion de l'antenne et du service Parenthèse.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financièrement de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la CASA.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 950 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que le C.I.D.F.F. intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

Le C.I.D.F.F. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 12 500 €.

En conséquence, le soutien financier total de la CASA en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 13 450 €.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

## **6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires**

Le C.I.D.F.F. s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs sont :

- Indicateurs quantitatifs :

La juriste tient une fiche par personne reçue (âge, zone d'habitation, situation personnelle et professionnelle...), permettant d'avoir par lieu d'accueil une typologie du public accueilli. L'ensemble de ces fiches sont envoyées au service statistique national du réseau de l'association, ce qui permet d'avoir une compilation des informations liées au nombre de personnes, reçues et typologie, types de demandes, suivis violences.

Ces fiches sont traitées par le service national des statistiques et compilées de manière à permettre différentes grilles de lecture.

- Indicateurs qualitatifs :

- Relations partenariales avec les structures d'accueil des permanences
- Relations partenariales avec les institutions et associations complémentaires dans les accompagnements des personnes victimes de violence (TGI, services de police, services sociaux principalement)
- Nombre de situations suivies et apaisées au fil des suivis.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé régulièrement par l'Association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par C.I.D.F.F.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **6.3 Commission paritaire**



En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

Le C.I.D.F.F. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association C.I.D.F.F. remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association C.I.D.F.F. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ Le C.I.D.F.F. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association C.I.D.F.F., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

Le C.I.D.F.F. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et

réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association C.I.D.F.F.  
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente Déléguée à  
la Politique de la Ville

Frédérique GREGOIRE

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016 GLOBAL

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	90	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	90	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures		Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	115		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat : FIPD	2750
Assurance	70	-Droit des Femmes	700
Documentation	35	Région(s) :	1250
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	715	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	500
Publicité, publication	110	-	
Déplacements, missions	545	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	8500
Services bancaires, autres	60	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	9880	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	7150	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	2630	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	100	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	2900		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	13700	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	13700
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	750	Prestations en nature	750
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	14450	<b>TOTAL</b>	14450

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016 VALBONNE

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	50	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	50	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures		Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	100		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat : FIPD	3000
Assurance	60	-Droit des Femmes	500
Documentation	40	Région(s) :	1000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	520	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	1000
Publicité, publication	100	-	
Déplacements, missions	340	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	6000
Services bancaires, autres	80	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	7830	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	6050	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	1730	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	50	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	3000		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	11500	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	11500
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	200	Prestations en nature	200
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	11700	<b>TOTAL</b>	11700

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION C.M.I.E.U.**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée Chantier Mobile d'Insertion par l'Ecologie Urbaine (C.M.I.E.U.) régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet « l'étude, l'expérimentation et la mise en place d'actions d'insertion ou de formations liées à l'écologie urbaine ou péri urbaine et à la sauvegarde de l'environnement susceptible de favoriser l'insertion sociale et professionnelle », dont le siège social est situé 1 rue Louis Funel – 06560 VALBONNE, représentée par Monsieur Hervé MACHET agissant en lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **C.M.I.E.U.**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, C.M.I.E.U. exerce notamment une mission d'insertion par l'économique.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un chantier d'insertion «Espaces verts et forestiers».

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.**

Par la présente convention, C.M.I.E.U. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'économie par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion «Espaces verts et forestiers».

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E. la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés, les travailleurs sociaux des C.C.A.S. et des CAMS ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour 18 bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice) dont au moins 15 sont issus des communes de la C.A.S.A.

Les objectifs poursuivis par le chantier sont les suivants :

- Permettre au public ciblé de bénéficier d'une période d'activité s'inscrivant dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- Permettre l'accompagnement des bénéficiaires sur leurs problématiques sociales (remobilisation et resocialisation, santé, mobilité, logement...) afin de réduire ces freins limitant la réussite d'un parcours d'insertion professionnelle ;
- Acquérir une régularité de travail, apprendre à respecter les consignes, les techniques, les mesures de sécurité et les délais d'exécution ;
- Découvrir et apprendre les techniques d'entretien des espaces verts et de valorisation de l'environnement ;
- Proposer une valorisation du patrimoine communautaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association C.M.I.E.U. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.  
Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 472 870 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 et 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

C.M.I.E.U. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 62 000 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention..

#### **ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

➤ C.M.I.E.U. s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilan intermédiaire**

C.M.I.E.U s'engage à fournir un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes en contrat chaque mois ;
- La typologie des personnes accueillies et accompagnées ;
- Les avancées qualitatives sur les freins réalisés avec chaque personne nommément ;
- Les poursuites de parcours et les entrées en formation ou emploi.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante :

Le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par C.M.I.E.U et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.



- L'association invitera la C.A.S.A à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par C.M.I.E.U.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

C.M.I.E.U. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association C.M.I.E.U. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
  - Si l'association C.M.I.E.U. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- C.M.I.E.U. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association C.M.I.E.U. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

C.M.I.E.U. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'Association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celle mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association CMIEU,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Hervé MACHET

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>21000</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>93663</b>
Prestations de services	417	013-Atténuation de charges	5834
Achats matières et fournitures	6667	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>365040</b>
Autres fournitures	13916	Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>30250</b>	FIPD	5000
Locations	7000	Droit commun :	
Entretien et réparation	8958	Etat :	
Assurance	4167	-directe	10328
Documentation	10125	Région(s) :paca	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>11417</b>	-service dess	30500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5833	Département(s) :	
Publicité, publication	417	-	42659
Déplacements, missions	834	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Services bancaires, autres	4333	-	70000
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>394369</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	302083	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA; emploi aidés)	206553
Charges sociales,	73120	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	19166	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>4167</b>	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>11667</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>8333</b>
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>472870</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>472870</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>472870</b>	<b>TOTAL</b>	<b>472870</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Max FERRO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- l'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- l'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- la recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

Dans ce cadre, il est prévu des actions par le biais de l'association Intermédiaire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la CASA.

Le principal objectif d'EMPLOIS & SERVICES 06 est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'Association Intermédiaire, un outil de l'insertion par l'activité économique.

L'A.I. a pour objet d'accueillir, d'accompagner et de mettre à disposition à titre onéreux, des personnes en situation d'exclusion. Ces missions professionnelles constituent une étape d'évaluation et de remobilisation des compétences.

Dans le cadre du renouvellement de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association EMPLOIS & SERVICES 06 pour l'année 2016 sont les suivants :

- faire progresser la qualité de ses accompagnements pour poursuivre l'augmentation du taux d'insertion professionnelle,
- développer ses activités par une augmentation du nombre d'heures de mises à disposition,
- mieux définir sa stratégie commerciale pour augmenter le volume d'heures effectuées en entreprise susceptibles d'ouvrir des opportunités d'emplois durables.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 257 256 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies ;
- Nombre de personnes mises en situation de travail ;
- Nombre de personnes issues des quartiers prioritaires ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartition (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nature de l'insertion sociale (accès à un hébergement, logement, accès aux droits santé, résolution de contentieux justice, resocialisation, ...) ;
- Nombre d'insertion sociale.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.



➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ EMPLOIS & SERVICES 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association,  
EMPLOIS & SERVICES 06,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Max FERRO

Michelle SALUCKI

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>18 000</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>196 725</b>
Prestations de services	10 000	013-Atténuation de charges	
Achats stockés	2 000	Mise à disposition de personnel	196 725
Achats matières et fournitures	3 000	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>60 531</b>
Autres fournitures non stockées	3 000	Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>13 300</b>	Vallauris	5 000
Location et charges EVS	11 000	Droit commun :	
Entretien et réparation	1 000	Etat : DIRECCTE	9 233
Assurance	1 200	-	
Documentation	100	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>7 100</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 000	Département(s) :	24 298
Publicité, publication, téléphonie	500	CD06 RSA	
Déplacements, missions	2 400	-	
Services bancaires, autres	2 200	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>0</b>	- CASA	10 000
Impôts et taxes sur rémunération,	0	Commune(s) :	
Autres impôts et taxes	0	-	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>210 561</b>	Organismes sociaux (détailler) :	
Rémunération des permanents	58 855	- CAF	
Rémunération des personnels en insertion	143 206	Fonds européens	
Charges sociales,		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	12 000
Autres charges de personnel	8 500	Autres établissements publics	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>0</b>	Autres privées	
<b>66- Charges financières</b>	<b>0</b>	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>0</b>
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	Dont cotisations, dons manuels ou legs	0
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>8 295</b>	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>
		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>257 256</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>257 256</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>0</b>	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>0</b>
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>257 256</b>	<b>TOTAL</b>	<b>257 256</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Max FERRO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- l'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- l'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- la recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'activité économique par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion « Espaces Verts – Entretien polyvalent ».

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés et les travailleurs sociaux des C.C.A.S. et des MSD ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour douze bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice) issus des communes de la C.A.S.A.

Dans le cadre du renouvellement de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association EMPLOIS & SERVICES 06 pour l'année 2016 sont les suivants :

- Créer sur le territoire de la C.A.S.A. une offre d'insertion à destination des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion,
- Créer une activité économique support d'un accompagnement vers un emploi durable,
- Développer l'employabilité par la mise en situation professionnelle et la formation visant l'acquisition de compétences techniques et psychosociales

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.  
Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 417 938 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 50 000 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes en CDDI accueillies ;
- Nombre de personnes issues des quartiers prioritaires ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartition (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nombre d'étapes significatives franchies sur le volet social (accès à un logement durable, adhésion à des soins, accès à une reconnaissance RQTH...)

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'Association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.



## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association,  
EMPLOIS & SERVICES 06  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Max FERRO

Michelle SALUCKI

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>28 000</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>110 852</b>
Prestations de services	15 500	013-Atténuation de charges Uni formation	30 000
Achats non stockés	5 000	Production vendu	80 852
Achats matières et fournitures	5 000	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>307 086</b>
Autres fournitures	2 500	FIPD	5 000
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>55 300</b>	Vallauris	
Location (immobilière et mobilière) et charges	32 000	Droit commun :	
Entretien et réparation	3 000	Etat : DIRECCTE	147 053
Assurance	3 000	-	
Sous-traitance	15 000		
Etude et recherche	300		
Charges locatives	2 000	Région(s) : Appel à projet	7 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>39 200</b>	- Part socle	20 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 000	Département(s) : BRSA CG06 RSA	27 133
Publicité, publication, téléphonie	2 500	- Fonctionnement	31 220
Déplacements, missions	2 400	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Prestation formation tutorat personnel en insertion	30 000	-	
Services bancaires, autres	300	- CASA	50 000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>0</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>287 438</b>	- SPIP	7 680
Rémunération des permanents	129 158	Fonds européens	
Rémunération des personnels CDDI	136 987	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	12 000
AMETRA	1 440	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel - Paniers	19 853	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>0</b>	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>	<b>0</b>	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>77 – Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>8 000</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>417 938</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>417 938</b>	<b>TOTAL</b>	<b>417 938</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION HARJES

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'association dénommée HARJES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de d'aider, dans la mesure de ses moyens et de ses compétences, à la résolution de problèmes humains, dont le siège social est situé au 31-33 rue Marcel Journet - 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Bernard SEGUIN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **HARJES**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, HARJES exerce notamment une mission relative à l'aide aux victimes d'infractions pénales et de litiges civils, de prévention de la récidive, d'accès au droit et de médiation.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des antennes de Justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, HARJES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accès au droit et d'aide aux victimes d'infractions pénales ou de litiges civils ainsi qu'une mission de médiation.

Cette mission s'exerce dans le cadre de permanences réalisées au sein des antennes de justice d'Antibes Juan-les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe Juan qui se font selon 3 axes : l'aide aux victimes et le soutien psychologique d'une part et l'aide aux démarches administratives et à la rédaction d'autre part.

Ces permanences se font de la manière suivante :

- A l'antenne de justice d'Antibes Juan les Pins sur la base de 63 heures mensuelles.
  - 12 permanences de 3h30 : juriste
  - 6 permanences de 3h30 : aide à la rédaction
- A l'antenne de justice de Valbonne Sophia Antipolis/ Biot sur la base de 28h00 heures mensuelles.
  - 4 permanences de 3h30 : juriste
  - 4 permanences de 3h30 : aide à la rédaction
- A l'antenne de justice de Vallauris Golfe Juan sur la base de 63 heures mensuelles.
  - 12 permanences de 3h30 : juriste
  - 6 permanences de 3h30 : aide à la rédaction

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par l'association. A l'initiative de la C.A.S.A., HARJES participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

Les objectifs de HARJES sont les suivants :

- Accueillir, écouter, aider (psychologiquement et juridiquement), informer, orienter, accompagner des personnes victimes d'une infraction pénale ou ayant subi un préjudice dans une affaire civile ;
- Intervenir au plus près de la commission de l'infraction et chaque fois que possible, en proximité de la victime ;
- Offrir à la victime un accueil spécifique en urgence ou sur rendez-vous, et en cas de nécessité un déplacement en milieu hospitalier ou au domicile de la victime ;
- Offrir un soutien psychologique à la demande du juriste ou du coordinateur CASA.

Afin de réaliser les mesures de la troisième voie judiciaire eu égard à la politique pénale mise en œuvre par le Procureur de la République du TGI de Grasse, HARJES pourra intervenir durant les horaires d'ouverture de chaque antenne de justice, du lundi au vendredi. L'association s'engage à adresser le planning des convocations une semaine à l'avance, à l'antenne concernée

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement HARJES pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 113 462 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 135 996 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2<sup>ème</sup> Avenue, quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers/ Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants d'HARJES pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/ photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou des responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financièrement de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 22 534 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que HARJES intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

HARJES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 45 000 €.

En conséquence, le soutien financier total de la C.A.S.A. en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à : 67 534 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues à l'article 6 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans trimestriels – Evaluations intermédiaires**

HARJES s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif et par territoire, de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de victimes reçues pour la première fois dans le dispositif,
- Nombre de personnes aidées,
- Nombre total d'entretiens,
- Nombre de soutiens psychologiques,
- Nombre de diligences effectuées en direction des partenaires (services judiciaires, de police ou de gendarmerie, avocats, officiers ministériels, services sociaux, structures hospitalières, mairies, associations etc.).

- Indicateurs qualitatifs :

- Nombre de victimes ayant la qualification femmes victimes de violence conjugale et intrafamiliale,



- Nombre de partenaires associés et diversité des partenaires,
- Nombre de réunions d'information en direction des jeunes,
- Nombre de procédures d'urgence,
- Délai écoulé entre l'infraction et le premier contact,
- Nombre de suivis des années antérieures.

Concernant la réalisation de la 3ème voie, HARJES s'engage aussi à fournir un bilan qualitatif et quantitatif des mesures effectuées ainsi que de la domiciliation des personnes concernées.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé régulièrement par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par HARJES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

HARJES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association HARJES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle

communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association HARJES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ HARJES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association HARJES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

HARJES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

## **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

HARJES et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association HARJES,  
Le Président

Bernard SEGUIN

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
La Politique de la Ville

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action CASA

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 6	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>1 736</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	712	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>7</sup></b>	<b>113 462</b>
Autres fournitures	1 024	Contrat de ville/ FIPD	<b>10 000</b>
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>7 167</b>		
Locations	2 850	Droit commun :	
Entretien et réparation	2 964	Etat : Ministère de la Justice	24 345
Assurance	853	- Ministère de la Justice BAV	13 474
Documentation	500	Région(s) : PACA	13 926
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>11 814</b>	- Région BAV	2 371
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 980	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>8</sup>	45 000
Publicité, publication	300	-	
Déplacements, missions	6 500	Conseil départemental (TGD)	2 173
Services bancaires, autres	3 034	FIPD (TGD)	2 173
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>5 403</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	4 273	-	
Autres impôts et taxes	1 130	Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>66 171</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	46 693	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	18 336	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 142	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>0</b>	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>0</b>
<b>66- Charges financières</b>	<b>263</b>	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>2 486</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	<b>18 422</b>		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>113 462</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>113 462</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>9</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>22 534</b>	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>22 534</b>
Secours en nature		Bénévolat	6 534
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	16 000	Prestations en nature	16 000
Personnel bénévole	6 534	Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>135 996</b>	<b>TOTAL</b>	<b>135 996</b>

6 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

7 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

8 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

9 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION INTERGENERATIONS SANTE**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'Association dénommée INTERGENERATIONS SANTE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de réduire les inégalités en favorisant le lien social et intergénérationnel par des actions de prévention santé, éducatives, culturelles, et sportives, dont le siège social est situé 9 boulevard des Deux Vallons – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame JEANDESBOZ Jocelyne agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **INTERGENERATIONS SANTE**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, INTERGENERATIONS SANTE développe des actions d'accompagnement à la scolarité (Contrats Locaux d'Accompagnement Scolaire dits CLAS) permettant de favoriser l'épanouissement personnel de l'enfant et de participer ainsi à sa réussite scolaire. Il s'agit également d'accompagner les parents dans la transmission des valeurs de l'apprentissage, des connaissances et du suivi de la scolarité de leurs enfants.

Dans ce cadre, il est prévu la prise en charge durant l'année scolaire de 50 élèves (élémentaires et collèges) autour de l'aide au devoir, l'accès à la culture et la citoyenneté et le soutien à la parentalité.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, INTERGENERATIONS SANTE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'accompagnement scolaire et de soutien à la parentalité conduite sur le territoire du centre ancien et centre-ville de Vallauris.

Cette mission s'exerce dans le cadre d'une enquête menée auprès de la population des habitants et des acteurs locaux afin de définir des actions et des objectifs :

- Lutter contre l'échec scolaire des élèves en difficulté et n'ayant pas dans leur environnement familial et social les conditions de soutien et d'accompagnement ;
- Instaurer un lien de confiance entre les parents et l'école
- Impliquer les parents dans la scolarité de leur enfant
- Prendre en charge des élèves du CP au collège dans le cadre et dans le respect du cahier des charges de la CAF.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement INTERGENERATIONS SANTE pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 60 708 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

INTERGENERATIONS SANTE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 6000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de séances, d'enfants, de parents ;
- Nombre d'échanges entre parents / enseignants et référents CLAS
- Respect du contrat d'engagement ;
- Implication des parents ;
- Evaluation et régulation du dispositif.
- 

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par INTERGENERATIONS SANTE

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

INTERGENERATIONS SANTE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association INTERGEENRATIONS SANTE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association INTERGENERATIONS SANTE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- INTERGENERATIONS SANTE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association INTERGENERATIONS SANTE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.



**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
INTERGENERATIONS SANTE,  
La Présidente

Jocelyne JEANDESBOZ

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>3 338</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services	1 500	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	845	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures	993	Contrat de ville	21 850
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>3 885</b>	FIPD	
Locations	3 031	Droit commun :	
Entretien et réparation	497	Etat :	
Assurance	149	-	
Documentation	208	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>4 893</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 490	Département(s) :	
Publicité, publication	199	-	
Déplacements, missions	1 242	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Services bancaires, autres	472	-	
Transports d'activités et d'animations	1 490		
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>48 592</b>	- CAF	11 858
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	39 670	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	26 900
Charges sociales,	8 722	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	200	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	100
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>60 708</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>60 708</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>60 708</b>	<b>TOTAL</b>	<b>60 708</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION INTERGENERATIONS SANTE**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée INTERGENERATIONS SANTE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de réduire les inégalités en favorisant le lien social et intergénérationnel par des actions de prévention santé, éducatives, culturelles et sportives, dont le siège social est situé 9 boulevard des Deux Vallons – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Jocelyne JEANDESBOZ agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **INTERGENERATIONS SANTE**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, INTERGENERATIONS SANTE développe des actions de médiation et d'animation socioculturelle.

Dans ce cadre, il est prévu des ateliers d'animation et de médiation socioculturelle et familiale dans le quartier QPV de Vallauris (centre ancien et centre-ville).

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, INTERGENERATIONS SANTE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'animation et de médiation.

Cette mission vise à :

- Favoriser le lien social ;
- Favoriser la participation des habitants au sein de leur quartier et les mobiliser à travers des actions citoyennes préventives et éducatives.

L'association propose un accueil toute la semaine et le samedi sur des journées et en horaires décalés.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement INTERGENERATIONS SANTE pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 35 816 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

INTERGENERATIONS SANTE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues ;
- Nombre d'orientations ;
- Nombre de réunions et/ou d'actions organisées et/ou participées ;
- Mobilisation et participation des habitants / des parents ;
- Evaluation et régulation du dispositif.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par INTERGENERATIONS SANTE

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

INTERGENERATIONS SANTE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association INTERGEENRATIONS SANTE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association INTERGENERATIONS SANTE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- INTERGENERATIONS SANTE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association INTERGENERATIONS SANTE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

INTERGENERATIONS SANTE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
INTERGENERATIONS SANTE,  
La Présidente

Jocelyne JEANDESBOZ

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente Déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI



## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 - Achats</b>	<b>2 400</b>	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services	1 200	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	680	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	
Autres fournitures	520	Contrat de ville	12 000
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>3 286</b>	FIPD	
Locations	2 500	Droit commun :	
Entretien et réparation	450	Etat :	
Assurance	110	-	
Documentation	226	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>3 940</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 550	Département(s) :	
Publicité, publication	350	-	
Déplacements, missions	1 690	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Services bancaires, autres	350	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>26 190</b>	- CAF	5 000
Rémunération des personnels,	21 000	Fonds européens	
Charges sociales,	5 040	L'agence de services et de paiement (ex- CNASEA, emploi aidés)	18 816
Autres charges de personnel	150	Autres établissements publics	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		Autres privées	
<b>66- Charges financières</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>35 816</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>35 816</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>35 816</b>	<b>TOTAL</b>	<b>35 816</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

**ET**

L'association dénommée LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de développer des actions d'insertion par l'économique et formation, centrées sur des activités agricoles et/ou sur l'environnement, dont le siège social est situé 2530 route de Pégomas 06370 MOUANS SARTOUX, représentée par Madame Valérie LECCIA agissant en lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE**

**EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE exercent notamment une mission d'insertion par l'économique.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un chantier d'insertion centré sur les activités maraîchères, oléicoles, horticoles et ovocoles en mode certifié « agriculture biologique ».

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.**

Par la présente convention, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'économie par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion centré sur les activités maraîchères, oléicoles, horticoles et ovocoles en mode certifié « agriculture biologique ».

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés, les travailleurs sociaux des CCAS et des MDS pour quatorze bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA, les éducateurs de prévention et les référents du PLIE) issus des communes de la CASA.

Les objectifs poursuivis par le chantier sont les suivants :

- Favoriser le retour à l'emploi et permettre l'accès à une autonomie sociale et professionnelle des personnes en difficulté, éligibles au contrat aidé dans le cadre d'un chantier d'insertion centré sur les activités maraîchères, oléicoles, horticoles et ovocoles en mode certifié « agriculture biologique ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

Durant cette période, l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 185 860 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 et 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE reconnaissent avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 12 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE pourront réaliser leur mission, selon les termes de cette convention, à condition que l'engagement des autres partenaires financeurs soit à hauteur du budget prévisionnel. Dans la mesure où les subventions sont inférieures au budget prévisionnel, la mission pourra être revue à la baisse après concertation avec la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

➤ LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilan intermédiaire**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à fournir un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes recrutées ;
- La nature des sorties au terme de l'accompagnement.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un Comité de suivi organisé par LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> aout au plus tard de l'année 2017.
  - Si l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE devront mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'Association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celle mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
Les Jardins de la Vallée de la Siagne,  
La Présidente

Pour la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Valérie LECCIA

Michelle SALUCKI

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION MOSAÏQUE**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée MEDIATION MOSAÏQUE régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé Résidence « le Souleihado » - 80 avenue Georges Pompidou – Quartier des quatre-chemins 06130 GRASSE, représentée par Monsieur Raymond OSENDA agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **MEDIATION MOSAÏQUE**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION MOSAÏQUE favorise, développe et promeut la création d'espace de médiation familiale afin de promouvoir une construction ou reconstruction du lien familial.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par un intervenant qualifié au sein de son siège social.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences au sein de son siège social.

Les permanences de médiation familiale réalisées portent sur de l'information et les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Grasse et par des déplacements personnalisés à la demande à domicile.

Les objectifs de MEDIATION MOSAÏQUE sont les suivants :

- restaurer la communication, de créer ou recréer des liens lorsque les membres de la famille sont en rupture, en conflit.
- mettre en place un temps d'écoute, d'échange et de négociation permettant d'aborder les problèmes liés à un conflit familial, de prendre en compte de manière très concrète les besoins de chacun, et notamment ceux des enfants.
- de travailler la souffrance du conflit et de préparer la reprise d'une communication dans leur intérêt et celui de leurs enfants.
- de favoriser l'exercice commun de l'autorité parentale et l'affirmation d'une responsabilité durable des parents quelle que soit l'histoire de leur couple.

Ces permanences sont assurées par un intervenant qualifié dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente. A l'initiative des services de la CASA, MEDIATION MOSAÏQUE participera ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION MOSAÏQUE pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.  
Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 16 206 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**



Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 16 386 €.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

MEDIATION MOSAÏQUE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 1 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Evaluations intermédiaires**

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à fournir et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre d'entretiens individuels d'information ;
- Nombre de séances de médiation familiale ;
- Nombre de suites des mesures ;
- Lieux de résidence des usagers ;
- Origine des médiations ;
- Nombre d'ordonnances et de jugements adressés par les Juges aux Affaires Familiales du Tribunal de Grande Instance (TGI) de Grasse ;
- Nombre de personnes fréquentant le service et résidant sur le territoire couvert par la juridiction du TGI de Grasse.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION MOSAÏQUE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association MEDIATION MOSAÏQUE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association MEDIATION MOSAÏQUE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ MEDIATION MOSAÏQUE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association MEDIATION MOSAÏQUE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la

subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

MEDIATION MOSAÏQUE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
MEDIATION MOSAÏQUE,  
Le Président

Raymond OSEDA

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à la Politique  
de la Ville

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	980	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	9 006
Prestations de services	280	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	252	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	7 200
Autres fournitures	448	Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	1 317		
Locations	1 114	Droit commun :	
Entretien et réparation	98	Etat :	
Assurance	35	- Ministère de la Justice	1 400
Documentation	70	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	2 178	- PACA	2 100
Rémunérations intermédiaires et honoraires	420	Département(s) : Alpes-Maritimes	700
Publicité, publication	70	-	
Déplacements, missions	560	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup> CASA	3 000
Services bancaires, autres	1 128	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	151	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	151	Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	11 554	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	8 401	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	3 153	Autres établissements publics <sup>1</sup>	
Autres charges de personnel		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	26	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	16 206	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	16 206
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	180
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	180	Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	16 386	<b>TOTAL</b>	16 386

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MEDIATION 06

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'association dénommée MEDIATION 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de créer et de promouvoir la médiation familiale, dont le siège social est situé 7 avenue des Frères Roustan, les Floralties, Bât A 06600 ANTIBES, représentée par Madame Marie Brigitte FREMONT agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **MEDIATION 06**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, MEDIATION 06 exerce notamment une mission de médiation familiale et médiation parents - adolescents afin de promouvoir une coparentalité efficace.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Dans ce cadre, il est prévu l'exercice et l'organisation de permanences par des intervenants qualifiés au sein des Antennes de Justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne Sophia Antipolis/ Biot et de Vallauris Golfe Juan.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, MEDIATION 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation familiale et de médiation parents - enfants dans le cadre de permanences réalisées dans les Antennes de Justice d'Antibes Juan les Pins, de Valbonne Sophia Antipolis/ Biot et de Vallauris Golfe Juan.

Les permanences de médiation familiale réalisées dans les antennes portent sur de l'information et les séances de médiation familiale se font au siège de l'association à Antibes.

Les objectifs de MEDIATION 06 sont les suivants :

- A l'antenne de Justice de Valbonne Sophia Antipolis/ Biot sur la base de trois heures 1 fois toutes les 2 semaines, à définir avec la coordinatrice de justice.
- A l'antenne de Justice de Vallauris Golfe Juan sur la base de trois heures 1 fois toutes les 2 semaines, à définir avec la coordinatrice de justice.
- A l'antenne de Justice d'Antibes Juan les Pins sur la base de trois heures hebdomadaires, à définir avec la responsable d'antenne.

Une permanence en médiation familiale pénale en temps réel sur demande du Procureur de la République et sur la base de trois heures hebdomadaires est réalisée à l'Antenne de Justice d'Antibes Juan les Pins.

En cas d'annulation, les permanences sont reprogrammées un autre jour. Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés dans ce domaine et bénéficiant d'une formation permanente assurée par MEDIATION 06. A l'initiative des services de la C.A.S.A., MEDIATION 06 participe ponctuellement à des manifestations sur le thème de l'accès au droit et s'engage, dans la mesure des disponibilités de ses intervenants, à accueillir des stagiaires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement MEDIATION 06 pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔÛTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 29 657 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 32 268 €.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite de locaux situés :

- Antibes : un bureau au 80 2<sup>ème</sup> Avenue, quartier Nova Antipolis ;
- Valbonne Sophia Antipolis/ Biot : un bureau au 2 Place des Amouriers/ Garbejaire ;
- Vallauris : un bureau au 6 Boulevard Docteur Jacques Ugo.

Chacun de ces bureaux est équipé d'un mobilier classique et les intervenants de MEDIATION 06 pourront les utiliser pour les besoins exclusifs de la permanence : un téléphone, le fax/ photocopieur et le poste informatique sous la responsabilité des coordinateurs de justice et / ou responsables d'antenne.

L'abonnement et les communications téléphoniques ainsi que les consommations liées à l'utilisation du fax/ photocopieur et du poste informatique sont à la charge financièrement de la C.A.S.A.

Les consommations en eau et électricité sont également prises en charge par la C.A.S.A.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 2 611 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A. transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que MEDIATION 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

MEDIATION 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) est de 9 000 €.

Le soutien financier total de la CASA en tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à 11 611 €. La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.



Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans trimestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilans trimestriels –Evaluations intermédiaires**

MEDIATION 06 s'engage à fournir tous les trois mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes reçues :
  - informations volontaires ;
  - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
  - médiations pénales.
- Nombre de séances :
  - informations volontaires ;
  - informations conjointes par le Juge aux affaires familiales ;
  - médiations pénales ;
  - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information volontaire ;
  - nombre de suites en médiation à l'issue d'une information conjointe ;
  - nombre d'accord écrits ou oraux réalisés à l'issue d'une médiation pénale ;
  - nombre de retrait de plainte à l'issue d'une médiation pénale.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante : des réunions se dérouleront au sein de l'association.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par MEDIATION 06.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

MEDIATION 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association MEDIATION 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association MEDIATION 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ MEDIATION 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association MEDIATION 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

MEDIATION 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association MEDIATION 06,  
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Marie Brigitte FREMONT

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>131</b>	<b>70 – Prestation de services ; CAF / MSA / CMAF TGI Pénal</b>	<b>7652 2322</b>
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	131	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>9499</b>
Autres fournitures		Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>101</b>		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance	101	-	
Documentation	0	Région(s) : Conseil Régional PACA	1400
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>3046</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2560	Département(s) :	
Publicité, publication	48	-	
Déplacements, missions	328	Intercommunalité(s) : EPCI C.A.S.A.	6000
Formation, Supervision,	110	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>88</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	88	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>4220</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	3067	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	2099
Charges sociales,	1112	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	41	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	<b>2660</b>		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>	<b>9227</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>19473</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>19473</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>12</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>1723</b>	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	<b>1723</b>
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	1723	Prestations en nature	1723
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>21196</b>	<b>TOTAL</b>	<b>21196</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>33</b>	<b>70 – Prestation de services CAF / MSA / CMAF</b>	<b>1677</b>
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	33	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>3625</b>
Autres fournitures		Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>25</b>		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance	25	-	
Documentation		Région(s) : Conseil Régional PACA	700
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>363</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	53	Département(s) : Conseil Départemental 06	900
Publicité, publication	12	-	
Déplacements, missions	270	Intercommunalité(s) : EPCI C.A.S.A.	1500
Formation, Supervision	28	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>22</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	22	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>1858</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	1356	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	525
Charges sociales,	492	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	<b>694</b>		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>	<b>2307</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>5302</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>5302</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>12</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	444	Prestations en nature	444
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>5746</b>	<b>TOTAL</b>	<b>5746</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>33</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>1257</b>
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	33	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>3625</b>
Autres fournitures		Contrats de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>25</b>		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance	25	-	
Documentation		Région(s) : Conseil Régional PACA	700
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>315</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	53	Département(s) : Conseil Départemental 06	900
Publicité, publication	12	-	
Déplacements, missions	222	Intercommunalité(s) : EPCI C.A.S.A.	1500
Formation , Supervision	28	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>22</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	22	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>1486</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	1083	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	525
Charges sociales,	393	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	10	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>	<b>694</b>		
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>	<b>2307</b>		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>4882</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>4882</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>12</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	444	Prestations en nature	444
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>5326</b>	<b>TOTAL</b>	<b>5326</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 5	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>34 650 €</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services	34 650 €	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>6</sup></b>	<b>34 380 €</b>
Autres fournitures		Contrat de ville	3 000 €
<b>61 - Services extérieurs</b>		FIPD	
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>7</sup>	
Services bancaires, autres		- CASA	7 500 €
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>128 €</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	128 €	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>1 402 €</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	949 €	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	453 €	Autres établissements publics – Pôle Emploi : OPCA (POEC / POEI)	18 480 €
Autres charges de personnel		Autres privées : Abondement C.P.F.	5 400 €
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>1 800 €</b>
<b>66- Charges financières</b>		Particip.Financ.du public à action de formation	1 800 €
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>36 180 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>36 180 €</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>8</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>36 180 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>36 180 €</b>

5 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

6 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

7 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

8 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Année ou exercice 2016

Exercice 2016

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES	23 000	RESSOURCES DIRECTES	23 000
60 - ACHATS	17 154	70 - REMUNERATION DES SERVICES	0
Prestation de services	1386	Participation des usagers	0
Achats matières et fournitures	2 343	Prestations des services CAF	0
Eau, gaz, électricité	0	Autres (préciser)	0
Autres (à préciser) : Pécuies	13 425	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	23 000
8 097,00		741 - État	5 000
61 - SERVICES EXTERIEURS	0	Subvention de fonctionnement CPO	0
Sous-traitance générale	0	Emploi d'avenir - Accompagnement	0
Organisme de formation	0	Emploi d'avenir - Suivi	0
Locations et charges locatives	0	Parrainage	0
Entretien et réparation	0	FIPD - Opérations Courts Chantiers	5 000
Assurances	0		0
Documentations/Etudes et recherches	0		0
		7425 - FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (FSE)	0
		Opération projetée pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes	0
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	670	742 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	18 000
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0	Conseil Régional	3 000
Publicité, publications	0	Subventions - Plan d'Actions Opérationnel	0
Déplacements, missions	670	Action - Santé en faveur des jeunes	0
Transports d'activités et d'animations	0	Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	0
Frais postaux - téléphone	0		0
Services bancaires, autres	0	Actions - Opérations Courts Chantiers	3 000
Cotisations et coûts accès informatique	0	Frais de gestion : Crédit mobilité	0
63 - IMPOTS ET TAXES	432	Conseil Départemental	0
Impôts et taxes sur rémunérations	432	Actions - Opérations Courts Chantiers	0
Formations Professionnelle salariés	0	Frais de gestion : F.A.J.	0
Autres impôts et taxes	0	Communes	0
64 - FRAIS DE PERSONNEL	4 744	Établissement publics de coopération intercommunale	15 000
Rémunération des personnels	3 214	Actions - Opérations Courts Chantiers	15 000
Charges sociales de l'employeur	1 530	Communauté Agglomération Sophia Antipolis - Particip.Financ.Fonctt	0
Autres charges de personnel	0		0
		Autres établissements (organismes) publics locaux (CCAS, ..)	0
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	CONTRIBUTION DES ORGANISME PUBLICS NATIONAUX	0
		PÔLE EMPLOI (P.P.A.E.) Cotraitance	0
		APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH, ..)	0
66 - CHARGES FINANCIERES	0	TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX : A.N.I.	0
		75 - AUTRES PRODUITS	0
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	Participation des adhérents	0
		Autres : Produits divers de gestion courantes	0
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	0	76 - PRODUITS FINANCIERS	0
		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0
CHARGES INDIRECTES	0	78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0
Charges fixes de fonctionnement	0	79 - TRANSFERTS CHARGES EXPLOIT.	0
Frais financiers	0	Produits des contrats aidés : ASP (emplois aidés)	0
Autres	0	Autres transferts de charges (remboursement assurances)	0
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6)	23 000	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7)	23 000

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Ressources des contributions volontaires en nature	0
Secours en nature	0	Secours en nature	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0
Mise à disposition gratuite de personnel	0	Mise à disposition gratuite de personnel	0
Personnel bénévole		Personnel bénévole	
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6 & 8)	23 000	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7 & 8)	23 000



# 3-2.2 Projet budget prévisionnel de l'action

## Raid pour l'emploi

### Budget Prévisionnel annuel

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2016

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES	12 370	RESSOURCES DIRECTES	12 370
60 - ACHATS	7 638	70 - REMUNERATION DES SERVICES	0
Prestation de services	6 500	Participation des usagers	0
Achats matières et fournitures	1 138	Prestations des services CAF	0
Eau, gaz, électricité	0	Autres (préciser)	0
Autres (à préciser)	0	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	12 370
		741 - État	4 870
61 - SERVICES EXTERIEURS	200	Subvention de fonctionnement CPO	2 870
Sous-traitance générale	0	Emploi d'avenir - Accompagnement	0
Organisme de formation	0	Emploi d'avenir - Suivi	0
Locations et charges locatives	0	Parrainage	0
Entretien et réparation	0		0
Assurances	200	ACSE - Raid sportifs pour l'emploi	2 000
Documentations/Études et recherches	0	F.I.P.J. - Parris vers l'emploi & Boost alternance	0
		7425 - FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (FSE)	0
		Opération projetée pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes	0
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	400	742 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	7 500
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0	Conseil Régional	0
Publicité, publications	0	Subventions - Plan d'Actions Opérationnel	0
Déplacements, missions	400	Action - Santé en faveur des jeunes	0
Transports d'activités et d'animations	0	Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	0
Frais postaux - téléphone	0		0
Services bancaires, autres	0	Actions - Raid sportifs pour l'emploi	0
Oisations et coûts accès informatique	0	Frais de gestion : Crédit mobilité	0
63 - IMPOTS ET TAXES	345	Conseil Général	0
Impôts et taxes sur rémunérations	345		0
Formations Professionnelle salariés	0	Frais de gestion : F.A.J.	0
Autres impôts et taxes	0	Communes	0
64 - FRAIS DE PERSONNEL	3 787	Établissement publics de coopération intercommunale	7 500
Rémunération des personnels	2 563	Communauté Agglomération Sophia Antipolis - Particip.Financ.Fonct	0
Charges sociales de l'employeur	1 224	C.A.S.A. : Actions - Raid sportifs pour l'emploi	7 500
Autres charges de personnel	0		0
		Autres établissements (organismes) publics locaux (CCAS, ..)	0
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	CONTRIBUTION DES ORGANISME PUBLICS NATIONAUX	0
		PÔLE EMPLOI (P.P.A.E) Cotraitance	0
		APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH, ..)	0
66 - CHARGES FINANCIERES	0	TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX : A.N.I.	0
		75 - AUTRES PRODUITS	0
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	Participation des adhérents	0
		Autres : Produits divers de gestion courantes	0
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	0	76 - PRODUITS FINANCIERS	0
		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0
CHARGES INDIRECTES	0	78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0
Charges fixes de fonctionnement	0	79 - TRANSFERTS CHARGES EXPLOIT.	0
Frais financiers	0	Produits des contrats aidés : ASP (emplois aidés)	0
Autres	0	Autres transferts de charges (remboursement assurances)	0
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6)	12 370	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7)	12 370

#### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Ressources des contributions volontaires en nature	0
Secours en nature	0	Secours en nature	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0
Mise à disposition gratuite de personnel	0	Mise à disposition gratuite de personnel	0
Personnel bénévole		Personnel bénévole	
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6 & 8)	12 370	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7 & 8)	12 370

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MISSION LOCALE ANTIPOLIS

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06600 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée Mission Locale Antipolis, régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'accueil, l'orientation et l'information des jeunes pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle, dont le siège social est situé à Nova Antipolis, Proxima Bâtiment A, 2067, Chemin de Saint Claude - 06600 Antibes, représentée par Mme Michelle SALUCKI en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association N° SIRET 381 696 889 00025 code APE 88 99 B ;

Ci-après désignée **MISSION LOCALE ANTIPOLIS,**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville qui se traduit par la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économique.

Conformément à ses statuts, la Mission Locale Antipolis a une place prépondérante au sein de la politique d'insertion et d'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans souhaitée par la C.A.S.A.

La Mission Locale Antipolis, de par ses missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, a été déclarée d'intérêt communautaire et bénéficie depuis 2003 d'une subvention de fonctionnement versée par la Communauté d'Agglomération.

Le Bureau Communautaire a décidé le 1<sup>er</sup> février 2016 d'accorder à la Mission Locale Antipolis un acompte de 326 250 € sur la subvention 2016.

L'action suivante a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville an date du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'objectif de cette convention est de soutenir la Mission Locale Antipolis dans la mise en œuvre de ses actions.

Par la présente convention, la Mission Locale Antipolis s'engage à mettre en place sur le territoire de la C.A.S.A, auprès de jeunes de 16 à 25 ans, pour l'année 2016, les actions suivantes :

### **1) Renforcer les missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes.**

Objectif central par rapport à la mobilisation des jeunes, il s'agit de recueillir la demande individuelle, d'analyser la situation et les caractéristiques du demandeur pour apporter à chaque jeune, en concertation avec lui, la réponse la plus pertinente et adaptée à la réalisation de son parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Pour ce faire, la Mission Locale Antipolis s'engage à :

#### **⇒ Etre présente sur le territoire communautaire à partir de :**

- Six antennes situées à Antibes Juan Les Pins, Biot, Châteauneuf, Valbonne Sophia Antipolis, Vallauris Golfe Juan et Villeneuve Loubet ouvertes toute la semaine de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 sauf le lundi après-midi.

-Des rendez-vous individualisés ou des informations collectives notamment sur les communes du Haut Pays pourront être assurés en fonction des besoins.

#### **⇒ Accueillir les jeunes de 16 / 25 ans habitant le territoire de la CASA selon un objectif quantitatif fixé de 3 500 à 3 800 jeunes selon la répartition suivante :**

1 500 sur Antibes Juan Les Pins - 900 sur Vallauris Golfe Juan - 400 sur Valbonne Sophia Antipolis - 350 sur Villeneuve Loubet/ la Colle sur loup/ St Paul – 330 sur Châteauneuf /Tourrettes Sur Loup et autres communes - 135 sur Biot.

L'accueil se fait selon trois modes :

- chaque jeune bénéficie d'un pré-accueil fait par les chargées d'accueil qui les orientent sur un CISP référent et garant du parcours d'insertion,
- Orientation vers un Conseiller Référent qui devient garant du parcours du jeune,
- Proposition d'ateliers collectifs où il est reçu par son référent ou un autre CISP produisant des mises en relation ou des propositions d'action.

Tout jeune qui a une demande particulière est reçu par un CISP disponible si le CISP référent est absent plus de trois jours.

Le jeune dans son parcours est reçu soit à la demande du CISP soit à la demande du jeune. La majorité des rendez-vous se fait sur l'initiative du CISP et sur rendez-vous. La Mission Locale Antipolis s'engage à maintenir l'accueil des jeunes dans un délai maximum de 10 jours.

La réflexion avec les chargées d'accueil se poursuivra tout au long de l'année sur la question de leur rôle lors du premier contact avec les jeunes et leur complémentarité avec les CISP.

Le repérage des jeunes relevant d'un accompagnement Mission Locale doit se réaliser à travers des conventions avec :

- Le Pôle Emploi dans le cadre du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE)
  - L'Education Nationale à partir de réunions régulières, la plateforme d'accompagnement rassemblant le CIO, la MGI, la Mission Locale Antipolis et les établissements scolaires
- Les différents partenaires du monde de l'insertion.

Le repérage doit continuer de se réaliser dans le cadre d'un partenariat avec les services jeunesse et/ ou

les services sociaux des villes de la C.A.S.A., le service prévention C.A.S.A. Des actions d'information doivent se poursuivre sur toutes les communes de la C.A.S.A. avec le relais des éducateurs de prévention.

L'orientation professionnelle doit s'effectuer en lien avec les opérateurs du Service d'Orientation Professionnelle (SEDOP) désignés par la Région. La Mission Locale Antipolis utilisera aussi la Plateforme Vocationnelle de Pôle Emploi.

La formation des Conseillers aux logiciels Pass Avenir et Inforizon permet de réaliser un premier travail avec les jeunes sur la découverte des métiers et la définition de pistes professionnelles.

## **2) Amplifier la contribution de la Mission Locale dans la construction et l'accompagnement des parcours d'insertion des jeunes.**

La finalité de l'action de la Mission Locale Antipolis est de mettre en relation les publics concernés avec les politiques qui leur sont destinées, dans la perspective d'une insertion sociale et professionnelle réussie (durable et de qualité). Pour ce faire la Mission locale s'engage à :

- Poursuivre les actions spécifiques menées depuis plusieurs années à savoir : les ateliers collectifs de recherche d'emploi, les simulations d'entretien, la participation aux différents forums emploi, l'organisation de recrutements avec des entreprises, la Jeune Chambre Economique, le CREPI, l'UPA et l'Association EGEE.
- Mettre en œuvre le dispositif Opération Courts Chantiers (OCC) à destination de jeunes mineurs ou jeunes majeurs. Le but est d'amener des jeunes « en rupture » à s'engager dans une démarche active d'insertion sociale et professionnelle en les faisant travailler ensemble. L'objectif est de mettre en œuvre une dizaine d'OCC sur le territoire de la C.A.S.A. d'ici à la fin de l'année en partenariat étroit avec les services communaux concernés.
- Analyser les parcours de formation grâce à l'exploitation par les conseillers du logiciel Parcours 3 permettant ainsi de faire des propositions d'évolution du Plan Régional de Formation et d'améliorer les réponses locales et départementales en termes de formation.
- Mobiliser les structures de l'insertion par l'activité économique proposée sur le territoire de la CASA au service de la construction des parcours d'insertion des jeunes. Cet objectif s'adresse en priorité aux jeunes en situation d'échec sur les dispositifs de droit commun et ayant des problèmes de socialisation.
- Organiser le RAID pour l'Emploi des Jeunes, en mobilisant les entreprises du territoire et les regroupements d'entreprises et en développant des actions du type : simulations d'entretien, coaching, théâtre- forum...
- Coordonner la mise en place de l'action « Permis vers l'emploi de conducteur de transport routier » afin de permettre à 6 jeunes issus des quartiers prioritaires d'accéder à un emploi dans le secteur du transport et faciliter leur intégration professionnelle.
- Identifier et accompagner des jeunes dans la création d'entreprise et/ou la reprise d'activité en partenariat avec la Maison de l'emploi, l'ADIE, la CCI et la chambre des métiers.
- Amplifier les actions à visée Emploi. Ces référents sont chargés de l'organisation de toutes les activités liées à l'emploi, soit en recherchant des propositions sur des besoins spécifiques à la demande des conseillers, soit en recherchant des jeunes selon un profil prédéfini.
- Poursuivre le Parrainage en faisant bénéficier 155 jeunes de ce programme et en privilégiant le recrutement de parrains en activité dans le secteur public et privé et notamment travaillant au niveau de la technopole Sophia Antipolis.
- Renforcer l'action partenariale avec l'Union Patronale des entreprises de l'Artisanat (UPA) par une convention ayant pour but de démultiplier la signature de contrats d'apprentissage, de contrats

de professionnalisation, d'emplois d'avenir. Au deuxième semestre, nous devrions démarrer avec les services de la DIRECCTE et Pôle Emploi une action à l'intention des entreprises de la CASA ayant signé un accord cadre relatif au contrat de génération.

- Renforcer le partenariat avec le CREPI par une convention ayant pour but de faire découvrir aux jeunes les savoirs être en entreprise et les conseiller dans leur recherche d'emploi.
- Poursuivre sur les territoires prioritaires Politique de la Ville le travail de lutte contre la discrimination à l'emploi en partenariat avec l'Etat dans le cadre d'une convention régionale. L'objectif est de travailler sur la représentation des jeunes et leur présentation qui souvent ne répond pas aux attentes des recruteurs. Un nouveau dispositif le passeport vers l'emploi a été mis en place pour permettre des temps de rencontres entre des jeunes et des salariés d'entreprise.
- Redynamiser le « partenariat » avec les principales entreprises ayant signé la Charte de la Diversité.

### **3) Développer une meilleure prise en compte de l'ensemble des difficultés rencontrées par les jeunes.**

La Mission Locale Antipolis s'engage à :

- Développer la mobilité des jeunes à partir de trois actions : l'accompagnement à l'acquisition du permis de conduire, l'utilisation du prêt de scooters et le développement de l'utilisation des transports en commun avec la plateforme mobilité de l'association REFLETS (Mobilis 06) financée par l'Etat, la CASA, la Région.
- Participer au suivi du dispositif dénommé ETAIOP (Espace Territoriaux d'Accueil, d'Information et d'Orientation Professionnelle) notamment afin de bien cibler les complémentarités et l'articulation entre les partenaires ; organiser des procédures d'orientation et de suivi des jeunes et donc mieux préparer le plan d'action proposé par l'ETAIO.
- Sécuriser l'autonomie, en gérant les deux fonds dédiés à la sécurisation financière des jeunes à savoir : le FDAJ pour le compte du Conseil Général; le crédit mobilité pour le compte du Conseil Régional.
- Poursuivre l'action sur la Santé avec un repérage systématique de l'ouverture des droits à la sécurité sociale, une identification des jeunes n'ayant pas de couverture médicale complémentaire, une information sur les droits et démarches à mettre en place, l'orientation vers le centre de bilan santé de Nice, l'information sur les thématiques incontournables (prévention SIDA, contraception, risques liés aux addictions)
- Renforcer nos liens avec les services Handicap des communes, CAP EMPLOI et la MDPH afin d'accompagner les jeunes à surmonter les handicaps et faire les démarches adéquates.
- Favoriser l'accès et le maintien au logement en orientant les jeunes vers le CLAJJ géré par API Provence. La Mission Locale pourra proposer un accueil de ce service sur toutes les antennes chaque fois que les locaux le permettront.
- Favoriser l'accès à la culture et à la citoyenneté par des actions reconduites comme le challenge sportif inter missions locales, la diffusion des Pass Culture du Conseil Régional et un renforcement de la communication interne et externe en direction des jeunes notamment dans le cadre de la carte jeunes 16 25 ans de la CASA dénommée carte « LOL1625 ».
- Intensifier la lutte contre l'absentéisme des jeunes concernant les rendez-vous avec les conseillers, les employeurs et aux différents ateliers. Il est aussi prévu de renforcer le suivi des mises en relation et de poursuivre le travail sur des outils d'analyse par l'utilisation d'I MILO.

### **4) Améliorer la qualité de l'accompagnement des jeunes**

La Mission Locale Antipolis s'engage à :

- Poursuivre le travail de suivi mensuel des jeunes à partir des outils de gestion existants en insistant sur leur utilisation systématique.
- Développer l'axe formation du personnel dans la continuité des orientations du Plan de Formation 2016 portant sur le développement des compétences dans l'accompagnement et l'accueil du public, la formation aux outils informatiques, et surtout renforcer les formations axées sur la relation à l'entreprise.
- Développer la connaissance de l'entreprise et des métiers porteurs par des visites d'entreprises ayant un réel potentiel d'embauche.
- Mieux identifier les besoins des jeunes et leurs spécificités afin de développer des réponses toujours plus adaptées, organiser des requêtes informatiques dont certaines pourront être comparées avec la base de données P3 au niveau régional afin de présenter les résultats au Bureau communautaire et dans les conseils municipaux à la demande des Maires.
- Harmoniser les pratiques de saisie et de traitement de l'information dans le cadre de l'association régionale des Missions Locales et ceci à partir de plusieurs services : assistance de proximité, forum intranet, bibliothèque de requêtes, réunions régulières, élaboration d'une charte, catalogue régional d'actes de services.
- Poursuivre la formation de tous les conseillers en insertion au document unique du demandeur d'emploi (DUDE) accessible via internet.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 1 657 151 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

La Mission Locale reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie sera transmise à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

**Le montant de la subvention annuelle de fonctionnement attribuée par la C.A.S.A. est de 630 000 € auxquels il faut rajouter 15 000 € au titre des Opérations Courts Chantiers 2016, 7 500 € au titre du RAID pour l'Emploi et 7 500 € au titre du permis vers l'emploi de conducteur de transport routier ce qui fait un total de 660 000 €.**

Cette subvention est versée en deux temps :

Un acompte de 326 250 € a été versé après délibération du Bureau Communautaire du 1<sup>er</sup> février 2016 à partir d'une convention de participation financière signée le 08 mars 2016.

Vu les bilans d'étape, le solde peut être versé à compter de la date d'exécution de la présente convention.

Toutefois, la C.A.S.A. se réserve le droit de revoir le montant global de sa participation si les conditions prévues aux articles 6 et 7 ne sont pas respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des évaluations intermédiaires et un bilan annuel de l'action subventionnée.

Au cours du 1<sup>er</sup> mois correspondant à la date de signature de la convention, la Mission Locale adresse à la C.A.S.A. :

- Les projets d'actions conformes à l'objet social de l'Association,
- Le budget prévisionnel ainsi que les moyens affectés à sa réalisation,
- Les contributions non financières dont l'Association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

La Mission Locale Antipolis s'engage à fournir régulièrement et ce jusqu'au terme de la convention des informations qualitatives et quantitatives relatives à son activité et à toute action menée; notamment à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes en premier accueil,
- Nombre de jeunes en suivi,
- Nombre de sorties en les caractérisant,
- Suivi des programmes (Civis, parrainage, ANI, emplois d'avenir...)

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : la C.A.S.A. participera à toutes les réunions du Bureau et du Conseil d'Administration de la Mission Locale Antipolis.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par La Mission Locale Antipolis.



L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

La Mission Locale Antipolis s'engage :

□ A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, la Mission Locale Antipolis remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

□ A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.

L'association Mission Locale Antipolis, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ La Mission Locale Antipolis devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la Mission Locale Antipolis, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

La Mission Locale Antipolis s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

La Mission Locale Antipolis et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

**Pour la CASA,  
Le Président**

**Pour la Mission Locale Antipolis,  
La Présidente**

**Jean LEONETTI**

**Michelle SALUCKI**

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

doit être égal au total des produits.

### Exercice 2016

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES	1 628 472	RESSOURCES DIRECTES	1 628 472
<b>60 - ACHATS</b>	<b>83 708</b>	<b>70 - REMUNERATION DES SERVICES</b>	<b>0</b>
Prestation de services	52 967	Participation des usagers	0
Achats matières et fournitures	12 216	Prestations des services CAF	0
Eau, gaz, électricité	5 100	Autres (préciser)	0
Autres (à préciser) : Pécules	13 425	<b>74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>1 534 291</b>
		<b>741 - État</b>	<b>536 435</b>
<b>61 - SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>155 552</b>	Subvention de fonctionnement CPO	414 324
Sous-traitance générale	0	Emploi d'avenir - Accompagnement et Suivi	47 636
Organisme de formation	0	Réussite apprentissage	19 200
Locations et charges locatives	107 354	Parrainage	47 275
Entretien et réparation	36 348	FIPD - Opérations Courts Chantiers	5 000
Assurances	8 900	ACSE - Raid sportifs pour l'emploi	3 000
Documentations/Etudes et recherches	2 950		0
		<b>7425 - FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (F)</b>	<b>0</b>
		Opération projetée pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes	0
<b>62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>111 950</b>	<b>742 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</b>	<b>873 866</b>
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	33 910	<b>Conseil Régional</b>	<b>208 066</b>
Publicité, publications	2 000	Subventions - Plan d'Actions Opérationnel	187 650
Déplacements, missions	31 900	Action - Santé en faveur des jeunes	4 000
Transports d'activités et d'animations	0	Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	9 150
Frais postaux - téléphone	32 272	Actions - Opération Courts Chantiers	3 000
Services bancaires, autres	297	Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD)	3 066
Cotisations et coûts accès informatique	11 571	Frais de gestion : Crédit mobilité	1200
<b>63 - IMPOTS ET TAXES</b>	<b>84 730</b>	<b>Conseil Départemental</b>	<b>5 800</b>
Impôts et taxes sur rémunérations	60 862	Actions - Opération Courts Chantiers	0
Formations Professionnelle salariés	20 311	Frais de gestion : F.A.J.	5 800
Autres impôts et taxes	3 557	<b>Communes</b>	<b>0</b>
<b>64 - FRAIS DE PERSONNEL</b>	<b>1 181 412</b>	<b>Établissement publics de coopération intercommunale</b>	<b>660 000</b>
Rémunération des personnels	792 748	Communauté Agglomération Sophia Antipolis - Particip.Financ.Fonc	630 000
Charges sociales de l'employeur	385 360	Actions - Opération Courts Chantiers	15 000
Autres charges de personnel	3 304	Actions - Raid sportifs pour l'emploi + Permis poids lourds FIMO	15 000
		<b>Autres établissements (organismes) publics locaux (CCA)</b>	<b>0</b>
<b>65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>800</b>	<b>CONTRIBUTION DES ORGANISMES PUBLICS NATIONALS</b>	<b>117 990</b>
		<b>PÔLE EMPLOI (P.P.A.E.) Cotraitance</b>	<b>117 990</b>
		<b>APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH)</b>	<b>5 000</b>
<b>66 - CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX : A.N.I.</b>	<b>1 000</b>
		<b>75 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>37 435</b>
<b>67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>800</b>	Participation des adhérents	0
		Autres : Produits divers de gestion courantes	37 435
<b>68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS</b>	<b>9 520</b>	<b>76 - PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>800</b>
		<b>77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>3 800</b>
<b>CHARGES INDIRECTES</b>	<b>0</b>	<b>78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>0</b>
Charges fixes de fonctionnement	0	<b>79 - TRANSFERTS CHARGES EXPLOIT.</b>	<b>52 146</b>
Frais financiers	0	Produits des contrats aidés : ASP (emplois aidés)	40 646
Autres	0	Autres transferts de charges (remboursement assurances)	11 500
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6)</b>	<b>1 628 472</b>	<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7)</b>	<b>1 628 472</b>

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>59 200</b>	<b>87 - Ressources des contributions volontaires en nature</b>	<b>59 200</b>
Secours en nature		Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	59 200	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	59 200
Mise à disposition gratuite de personnel		Mise à disposition gratuite de personnel	0
Personnel bénévole		Personnel bénévole	
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6 &amp; 8)</b>	<b>1 687 672</b>	<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7 &amp; 8)</b>	<b>1 687 672</b>

### FONDS GERES POUR LE COMPTE D'AUTRUI (FAJ, FIPJ, Aide à la Mobilité, ...)

<b>Total Conventions de l'année (FAJ, Aide Mobilité)</b>	<b>68 800</b>	<b>Total Conventions de l'année (FAJ, Aide Mobilité)</b>	<b>68 800</b>
Dont FAJ	58 000	Dont FAJ	58 000
Dont FIPJ	0	Dont FIPJ	0
Dont Crédit Mobilité	10 800	Dont Crédit Mobilité	10 800
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES</b>	<b>1 756 472</b>	<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS</b>	<b>1 756 472</b>



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 5	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>34 650 €</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services	34 650 €	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>6</sup></b>	<b>34 380 €</b>
Autres fournitures		Contrat de ville	3 000 €
<b>61 - Services extérieurs</b>		FIPD	
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>7</sup>	
Services bancaires, autres		- CASA	7 500 €
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>128 €</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	128 €	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>1 402 €</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	949 €	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	453 €	Autres établissements publics – Pôle Emploi : OPCA (POEC / POEI)	18 480 €
Autres charges de personnel		Autres privées : Abondement C.P.F.	5 400 €
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>1 800 €</b>
<b>66- Charges financières</b>		Particip.Financ.du public à action de formation	1 800 €
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>36 180 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>36 180 €</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>8</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>36 180 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>36 180 €</b>

5 Ne pas indiquer les centimes d'euros.

6 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

7 Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

8 Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Année ou exercice 2016

Exercice 2016

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES	23 000	RESSOURCES DIRECTES	23 000
60 - ACHATS	17 154	70 - REMUNERATION DES SERVICES	0
Prestation de services	1386	Participation des usagers	0
Achats matières et fournitures	2 343	Prestations des services CAF	0
Eau, gaz, électricité	0	Autres (préciser)	0
Autres (à préciser) : Pécuies	13 425	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	23 000
8 097,00		741 - État	5 000
61 - SERVICES EXTERIEURS	0	Subvention de fonctionnement CPO	0
Sous-traitance générale	0	Emploi d'avenir - Accompagnement	0
Organisme de formation	0	Emploi d'avenir - Suivi	0
Locations et charges locatives	0	Parrainage	0
Entretien et réparation	0	FIPD - Opérations Courts Chantiers	5 000
Assurances	0		0
Documentations/Etudes et recherches	0		0
		7425 - FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (FSE)	0
		Opération projetée pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes	0
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	670	742 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	18 000
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0	Conseil Régional	3 000
Publicité, publications	0	Subventions - Plan d'Actions Opérationnel	0
Déplacements, missions	670	Action - Santé en faveur des jeunes	0
Transports d'activités et d'animations	0	Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	0
Frais postaux - téléphone	0		0
Services bancaires, autres	0	Actions - Opérations Courts Chantiers	3 000
Cotisations et coûts accès informatique	0	Frais de gestion : Crédit mobilité	0
63 - IMPOTS ET TAXES	432	Conseil Départemental	0
Impôts et taxes sur rémunérations	432	Actions - Opérations Courts Chantiers	0
Formations Professionnelle salariés	0	Frais de gestion : F.A.J.	0
Autres impôts et taxes	0	Communes	0
64 - FRAIS DE PERSONNEL	4 744	Établissement publics de coopération intercommunale	15 000
Rémunération des personnels	3 214	Actions - Opérations Courts Chantiers	15 000
Charges sociales de l'employeur	1 530	Communauté Agglomération Sophia Antipolis - Particip.Financ.Fonctt	0
Autres charges de personnel	0		0
		Autres établissements (organismes) publics locaux (CCAS, ..)	0
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	CONTRIBUTION DES ORGANISME PUBLICS NATIONAUX	0
		PÔLE EMPLOI (P.P.A.E.) Cotraitance	0
		APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH, ..)	0
66 - CHARGES FINANCIERES	0	TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX : A.N.I.	0
		75 - AUTRES PRODUITS	0
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	Participation des adhérents	0
		Autres : Produits divers de gestion courantes	0
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	0	76 - PRODUITS FINANCIERS	0
		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0
CHARGES INDIRECTES	0	78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0
Charges fixes de fonctionnement	0	79 - TRANSFERTS CHARGES EXPLOIT.	0
Frais financiers	0	Produits des contrats aidés : ASP (emplois aidés)	0
Autres	0	Autres transferts de charges (remboursement assurances)	0
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6)	23 000	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7)	23 000

## CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Ressources des contributions volontaires en nature	0
Secours en nature	0	Secours en nature	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0
Mise à disposition gratuite de personnel	0	Mise à disposition gratuite de personnel	0
Personnel bénévole		Personnel bénévole	
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6 & 8)	23 000	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7 & 8)	23 000



# 3-2.2 Projet budget prévisionnel de l'action

## Raid pour l'emploi

### Budget Prévisionnel annuel

Si l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser les dates de début et de fin. Le total des charges doit être égal au total des produits.

Exercice 2016

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES	12 370	RESSOURCES DIRECTES	12 370
60 - ACHATS	7 638	70 - REMUNERATION DES SERVICES	0
Prestation de services	6 500	Participation des usagers	0
Achats matières et fournitures	1 138	Prestations des services CAF	0
Eau, gaz, électricité	0	Autres (préciser)	0
Autres (à préciser)	0	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	12 370
		741 - État	4 870
61 - SERVICES EXTERIEURS	200	Subvention de fonctionnement CPO	2 870
Sous-traitance générale	0	Emploi d'avenir - Accompagnement	0
Organisme de formation	0	Emploi d'avenir - Suivi	0
Locations et charges locatives	0	Parrainage	0
Entretien et réparation	0		0
Assurances	200	ACSE - Raid sportifs pour l'emploi	2 000
Documentations/Études et recherches	0	F.I.P.J. - Parris vers l'emploi & Boost alternance	0
		7425 - FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (FSE)	0
		Opération projetée pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes	0
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	400	742 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	7 500
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0	Conseil Régional	0
Publicité, publications	0	Subventions - Plan d'Actions Opérationnel	0
Déplacements, missions	400	Action - Santé en faveur des jeunes	0
Transports d'activités et d'animations	0	Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	0
Frais postaux - téléphone	0		0
Services bancaires, autres	0	Actions - Raid sportifs pour l'emploi	0
Oisations et coûts accès informatique	0	Frais de gestion : Crédit mobilité	0
63 - IMPOTS ET TAXES	345	Conseil Général	0
Impôts et taxes sur rémunérations	345		0
Formations Professionnelle salariés	0	Frais de gestion : F.A.J.	0
Autres impôts et taxes	0	Communes	0
64 - FRAIS DE PERSONNEL	3 787	Établissement publics de coopération intercommunale	7 500
Rémunération des personnels	2 563	Communauté Agglomération Sophia Antipolis - Particip.Financ.Fonct	0
Charges sociales de l'employeur	1 224	C.A.S.A. : Actions - Raid sportifs pour l'emploi	7 500
Autres charges de personnel	0		0
		Autres établissements (organismes) publics locaux (CCAS, ..)	0
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	CONTRIBUTION DES ORGANISME PUBLICS NATIONAUX	0
		PÔLE EMPLOI (P.P.A.E) Cotraitance	0
		APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH, ..)	0
66 - CHARGES FINANCIERES	0	TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX : A.N.I.	0
		75 - AUTRES PRODUITS	0
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	Participation des adhérents	0
		Autres : Produits divers de gestion courantes	0
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	0	76 - PRODUITS FINANCIERS	0
		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0
CHARGES INDIRECTES	0	78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0
Charges fixes de fonctionnement	0	79 - TRANSFERTS CHARGES EXPLOIT.	0
Frais financiers	0	Produits des contrats aidés : ASP (emplois aidés)	0
Autres	0	Autres transferts de charges (remboursement assurances)	0
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6)	12 370	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7)	12 370

#### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Ressources des contributions volontaires en nature	0
Secours en nature	0	Secours en nature	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0
Mise à disposition gratuite de personnel	0	Mise à disposition gratuite de personnel	0
Personnel bénévole		Personnel bénévole	
TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6 & 8)	12 370	TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7 & 8)	12 370

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION REFLETS**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée REFLETS régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la promotion de la formation comme moyen d'un développement concerté de l'individu et du citoyen, dont le siège social est situé 2, place De Gaulle – 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Joseph SIMON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **REFLETS**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, REFLETS exerce notamment une mission d'insertion sociale et professionnelle relative à l'exercice de cette compétence.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association REFLETS intervienne avec une action d'accompagnement à la mobilité par le biais de son dispositif Mobilis 06.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, REFLETS s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, son dispositif Mobilis 06, qui est une plateforme d'accompagnement à la mobilité au profit de 100 bénéficiaires dont 70% minimum de 16-25 ans orientés par des partenaires associatifs ou institutionnels.

L'objectif principal est de favoriser la mobilité autonome des publics en démarche d'insertion professionnelle. C'est un outil complémentaire à disposition des référents conseillers et accompagnateurs sociaux dans le montage du parcours d'insertion professionnelle des publics dont ils ont la charge par le biais de différentes étapes :

- Pour 40 personnes, l'accueil, l'information et l'accompagnement ; l'évaluation individuelle de mobilité et l'orientation vers le dispositif le plus adapté aux caractéristiques du public ; la formation à la mobilité, préalable à l'autonomie, et ceci à partir de modules portant sur l'accès à des événements (Forum emploi, découverte des métiers, Raid Aventure,...), l'organisation d'ateliers spécifiques liés aux difficultés des publics.  
En outre la CASA pourra s'appuyer sur la plateforme Mobilis 06 pour permettre à toute personne positionnée sur une action d'insertion sociale et professionnelle d'acquérir les prérequis à une mobilité autonome.
- Pour 40 personnes, proposer un apprentissage individualisé renforcé au code de la route et à la conduite de véhicule aboutissant au passage du BSR et/ou du permis B.
- Pour 20 personnes, la mise à disposition de véhicules si besoin (scooter ou voiture).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REFLETS pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.  
Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 143 379 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).



**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

REFLETS reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 32 500 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRE ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilan intermédiaire**

➤ REFLETS s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif intermédiaire de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Les différentes formes de travail en collaboration avec les partenaires sur le territoire (information collective, participation à des actions communes, mutualisation des outils et savoir-faire autour de projet...);
- Le détail des typologies des publics accueillis sur la plateforme (âge, statut sur le marché de l'emploi, niveau scolaire, prescripteurs...);
- La modification des comportements avec l'accompagnement psychologique proposé sur la mesure auto-école sociale;
- Le détail par communes et par quartiers prioritaires des demandeurs d'emploi accueillis;
- Le nombre de demandeurs d'emploi accueillis sur les mesures (avec précision pour les demandeurs d'emploi 16-25 ans reçus par la mission locale et/ou l'équipe de prévention de la CASA et les orientations par les référents P.L.I.E.);
- Le nombre de mois pour le passage du code et du permis par bénéficiaire;
- Le nombre de codes, permis B et BSR obtenus;

- Le nombre de présentations à l'examen.

➤ La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par REFLETS et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final–Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par REFLETS.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ REFLETS devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

REFLETS s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association REFLETS remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association REFLETS est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association REFLETS, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

REFLETS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

REFLETS et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association, REFLETS,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
la Politique de la Ville

Joseph SIMON

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Ce budget doit être établi en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects et l'ensemble des ressources affectées à l'action.

BP 2016 MOBILIS06 CASA

(plateforme généraliste+auto-école sociale+mise à disposition de véhicule)

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	5 330,00 €	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	28 079,00 €
Prestations de services		013-Atténuation de charges	28 079,00 €
Achats matières et fournitures	3 160,00 €	74- Subventions d'exploitation	115 300,00 €
Autres fournitures	2 170,00 €	Contrat de ville	4 500,00 €
61 - Services extérieurs	40 373,00 €		
Locations	18 940,00 €	Droit commun :	
Entretien et réparation	3 058,00 €	Etat :	
Assurance	18 375,00 €	-	
Documentation	0,00 €	Région(s) :	42 000,00 €
62 - Autres services extérieurs	4 911,00 €	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	21 000,00 €
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	2 450,00 €	Intercommunalité(s) : EPCI	35 500,00 €
Frais postaux	210,00 €	Communauté agglomération Sophia Antipolis	
telecommunications	1 680,00 €		
Internet	571,00 €		
Services bancaires, autres		-	
63 - Impôts et taxes	500,00 €	Commune(s) :	
Impôts et taxes foncières	0,00 €	-	
Autres charges diverses	500,00 €	Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	91 005,00 €	Pole emploi	12 300,00 €
Rémunération des personnels,	62 493,00 €	Fonds européens	
		L'agence de services et de paiement (ex	
Charges sociales,	26 384,00 €	CNASEA, emploi aidés)	
Autres charges de personnel	2 128,00 €	Autres établissements publics	
		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements mobiliers	1 260,00 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0,00 €	TOTAL DES PRODUITS	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	143 379,00 €	TOTAL	143 379,00 €

Mme Dominique GRIMAUD  
Directrice

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION RELAIS DE FEMMES**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### **ET**

L'association dénommée RELAIS DE FEMMES régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but, sans distinction de nationalité, de confession et d'opinion politique, l'animation et la médiation sociale, l'intégration sociale et culturelle des populations en précarité principalement des femmes et de leurs familles, dont le siège social est situé au 9 rue du Docteur Senes – 06220 VALLAURIS, représentée par Madame Samia LAHMAR agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **RELAIS DE FEMMES**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

La délibération du 28 septembre 2015 a élargi la compétence des agglomérations à la gouvernance du Contrat de Ville.

Conformément à ses statuts, RELAIS DE FEMMES exerce notamment une mission de médiation sociale et familiale.

Dans ce cadre, il est prévu des actions de proximité tournées vers les femmes et leurs familles telles que l'animation de quartier, l'accueil et l'orientation de publics.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 10 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, RELAIS DE FEMMES s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de médiation et d'animation sur le quartier prioritaire « Cœur de Ville-Hauts de Vallauris ».

Il s'agit :

- D'accueillir, écouter et exercer toute activité qui concourt à améliorer le lien et l'intégration sociale et culturelle, la prévention de la radicalisation, la médiation sociale et familiale, la promotion de l'égalité Hommes/Femmes ;
- De faciliter le dialogue entre les générations ;
- De rendre le public servi par les actions plus autonome dans leur démarche.
- De dynamiser et rendre acteurs les habitants du quartier à travers les différentes rencontres, manifestations, débats ;
- D'aider à la résolution des problèmes administratifs par l'information et l'orientation ;
- De développer le partenariat (CIDFF, Parenthèse, antenne de justice, services de police...) notamment dans le cadre de la prévention, le droit de la famille, les violences conjugales, la radicalisation.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement RELAIS DE FEMMES pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

**En cas de non réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 68 865 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 85 429 €.



#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

RELAIS DE FEMMES reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Evaluations intermédiaires**

RELAIS DE FEMMES s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies ;
- Nombre d'ateliers thématiques ;
- Nombre d'adhésions ;
- Favoriser la résolution des problèmes ;
- Orientation vers les bons interlocuteurs ;
- Sollicitation des partenaires et institutions.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par RELAIS DE FEMMES.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs

attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ RELAIS DE FEMMES devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

RELAIS DE FEMMES s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association RELAIS DE FEMMES remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.
- Si l'association RELAIS DE FEMMES est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association RELAIS DE FEMMES, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

RELAIS DE FEMMES s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association  
RELAIS DE FEMMES,  
La Présidente

Samia LAHMAR

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- Présidente déléguée à  
La Politique de la Ville

Michelle SALUCKI

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	6 818	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	120
Prestations de services	2 088	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	4 730	74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	67 580
Autres fournitures		Contrat de ville	29 000
61 - Services extérieurs	8 393	FIPD	
Locations	6 992	Droit commun :	1 500
Entretien et réparation	420	Etat :	
Assurance	981	-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	7 020	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3 936	Département(s) :	
Publicité, publication	2 052	-	
Déplacements, missions	660	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Services bancaires, autres	372	-	
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	46 634	- CAF	
Rémunération des personnels,	31 428	Fonds européens	
Charges sociales,	13268	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	37 080
Autres charges de personnel	1938	Autres établissements publics	
65- Autres charges de gestion courante		Autres privées	
66- Charges financières		75 - Autres produits de gestion courante	930
67- Charges exceptionnelles		Dont cotisations, dons manuels ou legs	930
68- Dotation aux amortissements		77 - Produits exceptionnels	236
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	68 865	TOTAL DES PRODUITS	68 865
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	16 564	87 - Contributions volontaires en nature	16 564
Secours en nature		Bénévolat	8 500
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	8 064	Prestations en nature	8 064
Personnel bénévole	8 500	Dons en nature	
TOTAL	85 429	TOTAL	85 429

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 25/04/2016  
Numéro : BC.2016.053  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Compétence Politique de la Ville - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2016  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 109846762  
Référence envoi : IDF2016-05-12T14-22-53.00  
Envoyé le : 12/05/2016  
à (TU) : 12h23:09

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 12/05/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE

**Acte reçu**

Date : 25/04/2016  
Numéro interne : AOI\_6035  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Compétence Politique de la Ville - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2016  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 25

006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_2.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_3.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_4.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_5.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_6.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_7.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_8.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_9.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_10.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_11.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_12.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_13.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_14.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_15.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_16.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_17.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6035-DE-1-1\_18.pdf



006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_19.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_20.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_21.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_22.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_23.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_24.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_25.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6035-DE-1-1_26.pdf

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 25/04/2016  
Numéro : BC.2016.053.B  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Compétence Politique de la Ville - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2016  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 109846991  
Référence envoi : IDF2016-05-12T14-43-28.00  
Envoyé le : 12/05/2016  
à (TU) : 12h43:44

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 12/05/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE

**Acte reçu**

Date : 25/04/2016  
Numéro interne : AOI\_6036  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Compétence Politique de la Ville - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2016  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 25

006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_2.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_3.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_4.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_5.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_6.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_7.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_8.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_9.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_10.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_11.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_12.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_13.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_14.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_15.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_16.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_17.pdf  
006-240600585-20160425-AOI\_6036-DE-1-1\_18.pdf



006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_19.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_20.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_21.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_22.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_23.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_24.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_25.pdf
006-240600585-20160425-AOI_6036-DE-1-1_26.pdf